



HAL
open science

Le rapport des jeunes aux enjeux environnementaux en France. Les 15-24 ans sont-ils différents de l'ensemble de la population ?

Jocelyn Lachance, Idrissa Mane

► To cite this version:

Jocelyn Lachance, Idrissa Mane. Le rapport des jeunes aux enjeux environnementaux en France. Les 15-24 ans sont-ils différents de l'ensemble de la population ?. UMR 6031 TREE; Université de Pau et des Pays de l'Adour; CNRS. 2022. hal-03859905

HAL Id: hal-03859905

<https://hal.science/hal-03859905>

Submitted on 18 Nov 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



LE RAPPORT DES JEUNES AUX ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX EN FRANCE

LES 15-24 ANS SONT-ILS DIFFERENTS DE L'ENSEMBLE DE
LA POPULATION ?

Jocelyn LACHANCE & Idrissa MANE



Juin 2022

Remerciements

Nous remercions tout d'abord les jeunes qui ont accepté de participer à l'enquête. Sans leur participation, cette recherche n'aurait pu exister.

Nos remerciements aux étudiants et stagiaires qui ont participé aux différentes phases des projets Ecotic et Ecocov : Mathias Przygoda, Mélanie Rouméguère, Emlyn Lefebvre, Ayité Mawussi, Marianne Sanchez, Fanny Duchamp, Léa Moret, Annicet Boniface Gbeya et Samson Amoussou.

Un grand merci aux personnels administratifs et aux gestionnaires du laboratoire TREE, et particulièrement à Célia Guénebeaud et Anne Perrin pour leur accompagnement.

Merci finalement à la Région Nouvelle-Aquitaine pour le financement de ces projets de recherche.

Pour citer ce document

Lachance, J. & Mane, I. (2022), *Le rapport des jeunes aux enjeux environnementaux en France : Les 15-24 ans sont-ils différents de l'ensemble de la population ?*, Laboratoire TREE, Rapport de recherche.

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
RÉSUMÉ	5
INTRODUCTION	6
MÉTHODOLOGIE DE RECHERCHE	7
1.SENTIMENT DE « DEVOIR D’AGIR » ET DE « RESPONSABILITÉ »	9
1.1 « Je sens que j'ai le devoir d'agir pour défendre et protéger l'environnement ».....	9
1.2 « J'ai le sentiment d'être en partie responsable de l'état de la planète ».....	11
1.3 « Adopter des comportements écoresponsables est important pour moi * ».....	12
1.4 « Depuis la crise sanitaire, je me sens encore plus responsable de l'environnement et de l'avenir de la planète ».....	13
1.5 Résumé - Les jeunes se sentent davantage responsable de l'environnement que l'ensemble de la population.....	14
2. RAPPORT A LA NATURE : IDENTIFICATION, INTERACTION ET SATISFACTION.....	15
2.1 « Vivre près de la nature est important pour moi ; je ne voudrais pas vivre dans une ville tout le temps * ».....	15
2.2 « J'ai l'impression qu'une partie importante de ma vie me manque lorsque je ne peux pas profiter de la nature de temps en temps * ».....	16
2.3 « Depuis la crise sanitaire, j'ai besoin de plus de contact avec la nature ».....	17
2.4 « Depuis la crise sanitaire, j'ai encore plus besoin de ressentir les bienfaits de la nature ».....	18
2.5 « Je me considère comme une partie de la nature, pas comme séparée d'elle * ».....	19
2.6 Résumé - Par rapport à l'ensemble de la population, les jeunes se sentent moins comme une partie de la nature.....	20
3. LES ACTIONS PORTÉES PAR LES INDIVIDUS ET LES INSTITUTIONS.....	21
3.1 « Je veille à ne pas consommer trop d'eau ».....	21
3.2 « La crise sanitaire m'incite à adopter un mode de vie encore plus respectueux de l'environnement ».....	21
3.3 « Les administrations françaises doivent donner l'exemple en consommant de moins en moins d'énergie ».....	22
3.4 « La crise sanitaire devrait inciter le gouvernement à être plus respectueux de l'environnement ».....	23
3.5 « L'éducation à l'environnement et/ou au développement durable devrait prendre la même place à l'école que celle du français ou des mathématiques ».....	23
3.6 Résumé - Les jeunes se sentent très favorables à l'adoption de comportements écoresponsables mais déclarent poser, moins que l'ensemble des Français.es, des actes qui vont dans ce sens.....	25
4. EXPRESSION D’OPINIONS SUR L’ENVIRONNEMENT	26
4.1 « J'ai parfois honte d'exprimer mes opinions sur les enjeux environnementaux ».....	26

4.2 « Lorsque j'exprime mes opinions sur les enjeux environnementaux, j'ai parfois peur de la réaction des autres ».....	28
4.3 « On se moque parfois de mes opinions au sujet de l'environnement ».....	30
4.4 « J'entre parfois en conflits avec d'autres personnes à cause de mes opinions sur la situation de l'environnement ».....	32
4.5 « Je partage des informations au sujet de l'environnement sur les réseaux sociaux ».....	33
4.6 « Je pense que les réseaux sociaux permettent d'exprimer sans crainte ses opinions sur les enjeux environnementaux ».....	34
4.7 « Depuis la crise sanitaire, les réseaux sociaux jouent un rôle plus important dans la promotion de la défense de l'environnement ».....	35
4.8 « Depuis la crise sanitaire, il est plus difficile d'exprimer ses opinions sur les enjeux environnementaux ».....	36
4.9 Résumé - L'expression des convictions sur les enjeux environnementaux n'est pas sans risques.....	38
5. INTENSITÉ DES CONVICTIONS.....	39
5.1 « Je suis prêt à sacrifier mon avenir personnel et celui de mes proches pour défendre l'environnement ».....	39
5.2 « Je suis prêt à commettre un délit ou un crime pour défendre l'environnement ».....	40
5.3 « Le recours à la violence physique est parfois justifié pour défendre l'environnement ».....	41
5.4 « La crise sanitaire justifie une « révolution écologique », plus rapide et plus radicale ».....	42
5.5 Résumé – Les déclarations des jeunes laissent entrevoir une « radicalisation » plus importante que chez leurs aînés.....	43
6. LES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX COMME PRIORITÉ.....	44
6.1 « La priorité doit être donnée à l'environnement, pas à la santé publique ».....	44
6.2 « La priorité doit être donnée à l'environnement, pas à l'économie ».....	45
6.3 « La crise sanitaire montre que la priorité doit être donnée aux questions environnementales ».....	46
6.4 « Je pense que la crise sanitaire a renforcé chez moi l'envie d'être engagé en faveur de l'environnement ».....	47
6.5 Résumé - L'économie n'est plus toujours prioritaire sur l'environnement.....	48
CONCLUSIONS GÉNÉRALES.....	49
1° L'évidence accrue chez les jeunes que le système économique est le principal ennemi de la lutte pour la défense de l'environnement.....	50
2° Des constats partagés au sujet de l'importance à accorder à la défense de l'environnement, mais un sentiment de responsabilité plus fort chez les jeunes.....	50
4° L'affirmation de ses opinions au sujet de l'environnement se heurte à de multiples obstacles au quotidien.....	51
4° Une tendance plus marquée chez les jeunes à légitimer des actions « radicales ».....	51
RÉFÉRENCES.....	53

RÉSUMÉ

Ce rapport rend compte des spécificités de la jeunesse française par rapport à l'ensemble de la population au sujet des enjeux environnementaux. Il s'appuie sur les résultats d'une enquête quantitative réalisée auprès d'un échantillon représentatif de la population française et de l'analyse de plus de cent entretiens semi-directifs effectués auprès de jeunes âgés entre 15 et 24 ans. En explorant les thèmes du rapport à la nature, des actions portées par les individus et les institutions, de l'expression de l'engagement, du sentiment de responsabilité, de la radicalité des convictions et de la priorité donnée aux enjeux environnementaux par rapport à d'autres enjeux de sociétés, le lecteur constatera d'emblée que la jeunesse ne se distingue pas toujours de ses aînés au sujet des enjeux environnementaux. Néanmoins, notre analyse permet d'esquisser quelques tendances observables chez les 15-24 ans. D'abord, le sentiment de responsabilité par rapport à l'état de la santé de la planète est plus important chez les jeunes que chez leurs aînés, même s'ils sentent de part et d'autre qu'ils ont le « devoir d'agir ». Ensuite, le système économique semble être devenu chez les plus jeunes la cible principale dans le contexte de la lutte en faveur de l'environnement et l'affirmation de leurs opinions au sujet de l'environnement se heurte à de multiples obstacles au quotidien. Finalement, nous observons une tendance plus marquée chez les 15-24 ans à légitimer des actions « radicales » dans le contexte de l'engagement en faveur de l'environnement. A travers les différents résultats obtenus au cours de notre enquête se dessine un contexte propice à l'apparition de jeunes se sentant paradoxalement dans l'obligation de répondre à un défi qui les dépasse.

INTRODUCTION

La feuille de route NeoTerra repose sur la sensibilisation de la population de la Région Nouvelle-Aquitaine aux enjeux de la transition environnementale et climatique. Dans ce contexte, l'un des enjeux majeurs pour la Région est de s'assurer d'une compréhension partagée du sujet des enjeux de cette transition¹. Or, la crise sanitaire participe de la redéfinition du contexte d'interprétation des informations liées aux enjeux environnementaux, et risque de renforcer le clivage entre les tenants d'une sortie de crise guidée, d'une part, par une accélération de la transition environnementale et climatique et, d'autre part, par les tenants d'une stabilisation rapide de l'économie de marché. Ainsi, la volonté de la région Nouvelle-Aquitaine de favoriser les pratiques écoresponsables et l'engagement écologique se déploie désormais dans un contexte à haut potentiel de tensions sociales. En fait, non seulement nous savons que la sensibilité des Français.es pour les questions environnementales et climatiques augmente depuis plusieurs années, notamment chez les jeunes (A. Koschmieder et al., 2019), des auteurs pointent aussi la tendance à une polarisation des opinions (S. La Branche, 2019 ; É. Gravier et S. Labranche, 2020).

La crise sanitaire a fait l'objet de nombreuses recherches portant sur ses conséquences sociales, psychologiques et économiques². Dans le cadre de nos travaux, nous nous sommes donnés pour objectif d'interroger les effets de cette crise sur les représentations des enjeux environnementaux, en situant la jeunesse (15-24 ans) au regard de l'ensemble de la population française. Il nous semblait pertinent à la fois de produire une étude quantitative représentative de la population française à l'échelle nationale afin d'y isoler les résultats obtenus chez les 15-24 ans et d'analyser l'impact de la crise sanitaire sur le rapport à l'environnement des jeunes et moins jeunes au cours du projet de recherche ECOCOV en posant les questions suivantes :

- En quoi la crise sanitaire du COVID-19 a-t-elle favorisé un renforcement des convictions écologiques ou, au contraire, une relégation des enjeux de la transition environnementale et climatique derrière des préoccupations économiques et/ou sanitaires ?
- En quoi la crise sanitaire participe-t-elle du relâchement ou du renforcement de l'engagement citoyen en faveur de la transition environnementale et climatique ? Quels sont les freins à cet engagement citoyen ?

¹ Site de la Région Nouvelle-Aquitaine – NeoTerra : la feuille de route de la transition environnementale et climatique. <https://territoiresnouvelleaquitaine.fr/transition-ecologique-et-energetique/>

² Rapports : [Société, nature et biodiversité : Regards croisés sur les relations entre les Français et la nature \(developpement-durable.gouv.fr\)](https://developpement-durable.gouv.fr), MTE, Décembre 2021 ; [Les Français et la nature : fréquentation, représentations et opinions \(developpement-durable.gouv.fr\)](https://developpement-durable.gouv.fr), MTE, Octobre 2020 ; ADEME, [Le monde d'après : quelles propositions ? - La librairie ADEME](https://www.ademe.fr), Février 2021 ; Jörg Müller, Charlotte Millot, [Sensibilité à l'environnement, action publique et fiscalité environnementale: l'opinion des Français en 2021 \(credoc.fr\)](https://credoc.fr), CREDOC, Octobre 2021.

MÉTHODOLOGIE DE RECHERCHE

Pour répondre aux trois questions de recherche posées sur le rapport des Français.es à l'environnement depuis la crise sanitaire, nous avons privilégié une méthodologie mixte. D'une part, nous avons réalisé une enquête quantitative auprès d'un échantillon de 1020 répondant.es représentatif de la population française. D'autre part, nous avons réalisé entre le 1^{er} avril et le 30 mai, 64 entretiens semi-directifs avec des jeunes se déclarant engagés en faveur de la défense de l'environnement, puis, du 10 avril au 20 juin 2021, 49 entretiens semi-directifs dont 40 auprès de jeunes impliqués dans des associations ou mouvements de défense de l'environnement et 9 auprès de jeunes qui s'opposent au militantisme écologique, pour des diverses raisons (doute sur le niveau d'impact des activités humaines sur le changement climatique, rejet des lois adoptées en faveur de la transition écologique, etc.). Les entretiens ont été administrés essentiellement en distanciel par l'équipe du projet de recherche sur l'ensemble du territoire français. Deux terrains complémentaires ont été effectués entre le 24 juin et le 13 juillet 2021 afin d'approfondir certains aspects importants mais peu développés dans les premiers entretiens réalisés. Il est à noter que « l'engagement » est ici entendu au sens de G. Pleyers), c'est-à-dire comme « *un processus d'expérimentation créatif par lequel sont mises en pratique les valeurs d'un "autre monde" au sein même des associations, ou au cours de la vie quotidienne* » (2014 : 53-54). C'est pourquoi, il nous parut important d'interroger des jeunes dont la sensibilité pour la cause environnementale s'exprime dans leur vie personnelle, notamment à travers leurs choix dans le domaine de la consommation et/ou dans des activités militantes. Dans tous les cas, l'engagement implique une adhésion à la « cause », à la suite d'une réflexion préalable qui explique l'action. En d'autres termes, comme le souligne C. Giraud », « *le consentement est devenu un préalable à l'engagement* » (2019 : 13 ; 16-17) ; ce qui nous autorise à interroger les individus en essayant de comprendre comment ce consentement s'est formé.

Cette méthodologie mixte et complémentaire nous a notamment permis de mettre en perspective les données quantitatives et qualitatives ; ce qui a été facilité par l'élaboration de protocoles d'enquête qualitative s'inspirant des indicateurs du questionnaire. L'enquête quantitative a donc permis de recueillir des données chiffrées sur un certain nombre d'indicateurs relatifs à six thématiques du rapport à l'environnement (le rapport à la nature ; actions portées par les individus et les institutions ; expression de l'engagement ; sentiment de responsabilité ; radicalité des convictions ; priorité donnée aux enjeux environnementaux par rapport à d'autres enjeux de sociétés). Ces mêmes thématiques ont pu aussi être explorées lors d'échanges avec les répondant.es pendant la phase qualitative.

Ces six thématiques ont été déployées en 56 affirmations sur lesquelles les enquêté.es ont été invité.es à se positionner suivant l'échelle de Lickert 5 comme dans l'exemple ci-dessous :

« La priorité doit être donnée à l'environnement, pas à l'économie ».	
Je suis totalement d'accord	
Je suis partiellement d'accord	
Je suis ni d'accord ni en désaccord	
Je suis partiellement en désaccord	
Je suis totalement en désaccord	

Au cours des entretiens semi-directifs réalisés auprès des jeunes répondant.es de 15-24 ans, les mêmes thématiques ont donc été abordées sous forme d'hypothèses. Concrètement, pour chaque hypothèse, une série de questions recoupe les affirmations du questionnaire quantitatif comme dans l'exemple ci-dessous :

Hypothèse	Questions
H5 : La crise sanitaire joue un rôle dans l'importance accordée aux enjeux environnementaux au regard des défis économiques, culturels, sociaux.	- Penses-tu que les enjeux environnementaux sont plus importants que les questions économiques ? Pourquoi ?
	- Depuis la crise sanitaire, que penses-tu de l'idée d'un redémarrage de l'économie par une accélération de la transition écologique ?
	- Qu'as-tu envie de dire à ceux qui pensent que, depuis la crise sanitaire, l'urgence n'est pas l'environnement mais le redémarrage de l'économie ?
	- Penses-tu que le plan de relance économique de 100 milliards d'euros devrait prioriser l'aide aux entreprises respectueuses de l'environnement ? Pourquoi ?

Les données recueillies lors des enquêtes quantitative et qualitative sont très riches en renseignements sur le rapport des Français.es aux enjeux environnementaux et climatiques ; ce qui nous a permis d'isoler les réponses données par les 15-24 ans du reste de la population, tout en vérifiant si la population générale de la Nouvelle-Aquitaine se distinguait des populations des autres régions françaises.

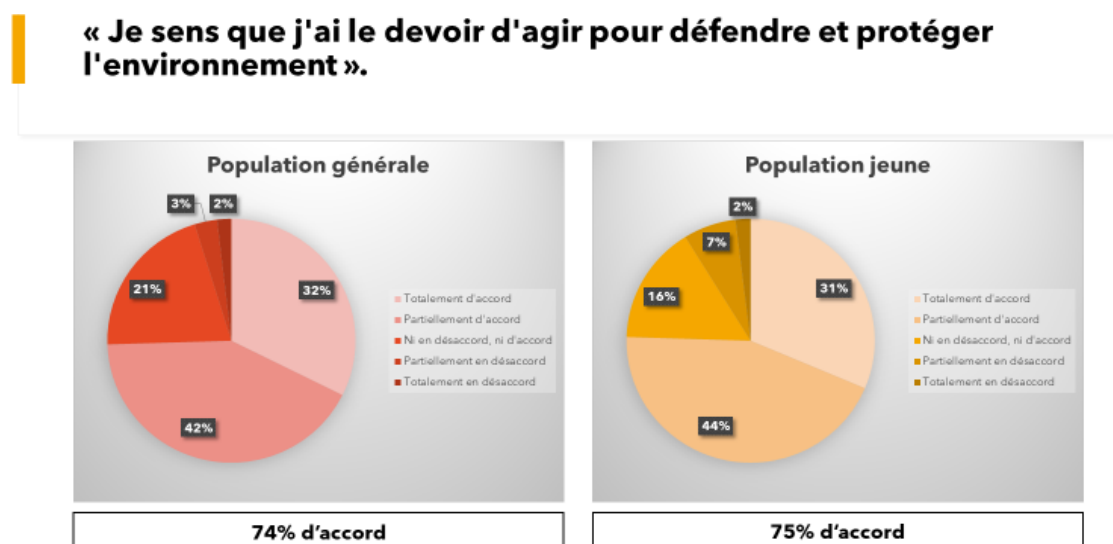
Force est de constater que si certains écarts sont importants entre les jeunes et l'ensemble de la population sur plusieurs sujets abordés dans l'enquête quantitative, leurs réponses ne les distinguent pas toujours significativement de leurs aîné.es. Par ailleurs, rares sont les écarts entre la population française en générale et celle de la région Nouvelle-Aquitaine en particulier. Dans ce rapport, les résultats présentés concernent donc l'échantillon national et nous n'évoquerons les spécificités néo-aquitaines uniquement lorsqu'elles seront significatives. De manière plus générale, nous présenterons quelques données tirées de l'enquête qualitative qui permettent d'illustrer certaines opinions mises en évidence par les données statistiques. Nous renverrons les lecteurs à d'autres publications dans le cas où les résultats de l'enquête qualitative attireraient en particulier leur attention.

1. SENTIMENT DE « DEVOIR D'AGIR » ET DE « RESPONSABILITÉ »

Au cours de notre enquête, nous avons demandé aux répondants de se positionner sur des affirmations concernant leur sentiment de « devoir agir en faveur de l'environnement » et « d'être responsable de l'état actuel de la planète ». Ces positionnements nous permettent de noter des tendances observables chez la population française de manière générale. Ils révèlent notamment que, si le sentiment de « devoir agir » est relativement le même chez les jeunes et l'ensemble de la population, le sentiment « d'être responsable », quant à lui, laisse entrevoir un écart significatif.

1.1 « Je sens que j'ai le devoir d'agir pour défendre et protéger l'environnement ».

Les résultats du positionnement des Français.es par rapport à cette affirmation montrent que $\frac{3}{4}$ de la population, y compris les jeunes de 15-24 ans, ont le sentiment de devoir agir en ce sens. En effet, lorsque nous additionnons les % de répondants se déclarant « partiellement d'accord » et « totalement d'accord » avec cette affirmation, le % de la population française se disant d'accord atteint 74. Cela confirme l'idée que la sensibilité aux questions environnementales est aujourd'hui largement partagée au sein de la population française.



Cette forte adhésion à l'idée de devoir agir pour défendre et protéger l'environnement est en parfaite cohérence avec la perception généralement pessimiste des populations par rapport à l'état actuel de la planète. Bien que cette vision ne soit pas exclusivement portée par les militants de l'environnement, elle est largement exprimée chez les jeunes éco-engagé.es que nous avons rencontré.es dans le cadre de l'enquête qualitative (encadré 1). En plus de cette vision de la situation actuelle de la planète, les jeunes militant.es éco-engagé.es expriment au cours de nos entretiens une sombre perception de l'avenir proche (encadré 2) qu'ils pensent compromis compte tenu des conséquences climatiques et environnementales des activités humaines.

Encadré 1

Q : En général, que penses-tu de l'état actuel de notre planète ?

R : « D'une manière globale, l'état de notre planète est en pleine dégradation, on a une chute de la biodiversité qui est absolument terrible, le réchauffement climatique qui ne fait que s'accroître et qui va entraîner des catastrophes naturelles qui vont encore plus entraîner une dégradation forte. On a les déchets, notamment dans les océans, qui sont un problème majeur. Donc oui, un état globalement très dégradé et qui, malheureusement, est pas prêt de s'améliorer ». Léonie, 19 ans (éco-engagé dans une association)³.

Cette préoccupation concernant l'avenir environnemental et climatique n'est pas sans lien avec la montée de l'« éco-anxiété » qui semble affecter de plus en plus de jeunes surtout en France et, au-delà, en Occident, selon des études récentes (Alice Desbiolles, 2020 ; Antoine Pelissolo & Célie Massini, 2021 ; Teaghan L. Hogg and al., 2021).

Encadré 2

Q : Dans les années à venir, crois-tu que nous allons affronter de "grandes difficultés" ?

R : « Oui, oui, vu les données scientifiques actuelles, je pense que ça va s'empirer encore plus et qu'on va en souffrir ».

Q : En quoi consisteront-elles, ces grandes difficultés ?

R : « Je pense qu'il y aura plusieurs domaines, déjà d'un point de vue environnemental pur, entre la disparition des espèces, et y'aura de plus en plus de catastrophes naturelles, et le dérèglement climatique qui va avoir un impact sur l'agriculture, comme on a pu le voir récemment avec les gelées. Mais je pense qu'il y aura aussi un impact plus politique parce qu'à cause de ça il risque d'y avoir des épuisements de certaines ressources, du coup des forces politiques qui vont se battre pour les ressources. Ça va créer soit des guerres, ça peut créer aussi des déplacements de populations qui vont aussi créer de la xénophobie, et du coup ça va être vraiment le bordel d'un point de vue politique ». Anissa, 19 ans (militante de Youth for Climate).

Notre enquête qualitative montre, d'une part, que les jeunes qui doutent, réfutent ou relativisent la responsabilité humaine dans le réchauffement climatique peuvent aussi porter un regard semblable sur la situation actuelle de la planète (encadré 3).

Encadré 3

Q : En général, que penses-tu de l'état actuel de notre planète ?

R : « Alors le réchauffement climatique c'est quelque chose qu'on peut pas le nier, qui existe et qui crée pleins de problèmes (...). Par exemple la mort des abeilles, en Chine par exemple y'a plus d'abeilles et tout ça. Donc pour la nature, c'est vrai, la nature, là, en ce moment elle prend bien cher quoi ». Martin, 17 ans (se dit climatosceptique)

Or, contrairement aux jeunes éco-engagé.es, les jeunes doutant, réfutant et/ou relativisant la crise environnementale ont tendance à se montrer plus positifs concernant l'avenir du point de vue de l'environnement et du climat. Ils justifient bien souvent leur point de vue en évoquant l'argument d'un cycle climatique naturel (encadré 4). S'ils partagent, en général, la vision négative de l'état actuel de l'environnement (qu'ils séparent souvent du climat), ces jeunes opposé.es à l'engagement écologique se montrent souvent plus optimistes que les jeunes éco-

³ Afin de respecter l'anonymat des répondante.s, la mention « éco-engagé dans une association » est employée dans le texte pour désigner les individus ayant une activité associative associée à leurs actions engagées. Celle-ci n'a pas été employée pour les jeunes participant aux activités de Youth for Climate étant donné la multiplicité de ses antennes en France.

engagé.es concernant l'avenir de la planète. Plusieurs d'entre eux le connectent totalement ou en partie au cours (normal) naturel de l'histoire de la Terre : la responsabilité des humains est plutôt située dans le rapport à l'épuisement des ressources naturelles et aux déchets solides ou liquides qui polluent (salissent) et dégradent les mers et les sols.

Encadré 4

Q : Et est-ce que tu penses qu'on va affronter de grandes difficultés dans les années à venir ?

R : « Hm ouais sans doute, surtout au niveau de la pollution plastique des océans, des sols. Et limite la plus grande difficulté va être eh bah de changer notre manière de vivre et de produire industriellement ».

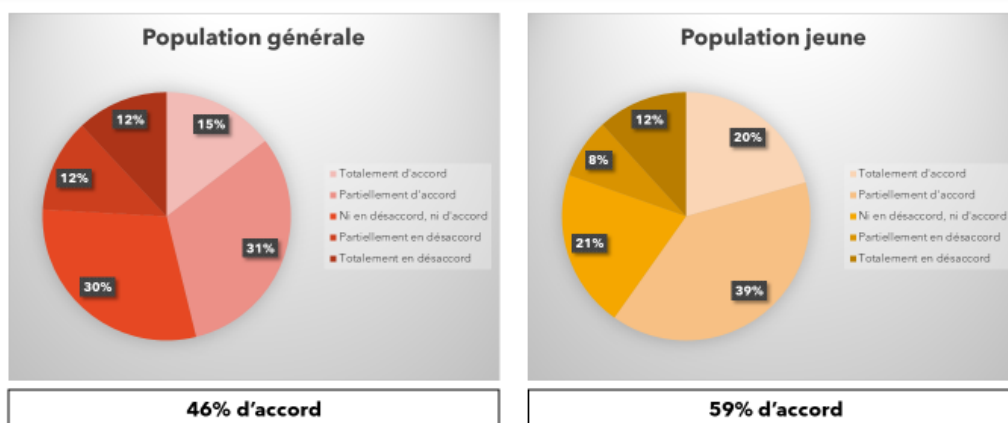
Q : Parce que du coup tu penses que l'activité humaine c'est la cause de tous ces problèmes ?

R : « Pas totalement. Alors la pollution évidemment c'est la faute de l'activité humaine mais j'ai pas de réelles connaissances scientifiques et je m'y connais pas à fond là-dedans mais quand on regarde les cycles climatiques terrestre il y a eu toujours des périodes de réchauffement et de refroidissement. Comme refroidissement on en a eu durant toute la période du Moyen Âge jusqu'à la révolution industrielle et que pour moi ça serait possible qu'on soit confronté à une période de refroidissement ou même lié à une explosion d'un volcan etc., qui pourrait refroidir l'atmosphère. Je pense qu'on est aussi dépendant des cycles de la terre ». Victor, 16 ans (se dit climatosceptique)

1.2 « J'ai le sentiment d'être en partie responsable de l'état de la planète ».

Le sentiment de responsabilité n'atteint pas les proportions du « devoir agir » même si la moitié de la population française est d'accord avec l'affirmation proposée. Notre enquête montre que 46% de l'ensemble des Français.es et 59% des 15-24 ans se considèrent en partie responsables de l'état de la planète.

« J'ai le sentiment d'être en partie responsable de l'état de la planète ».

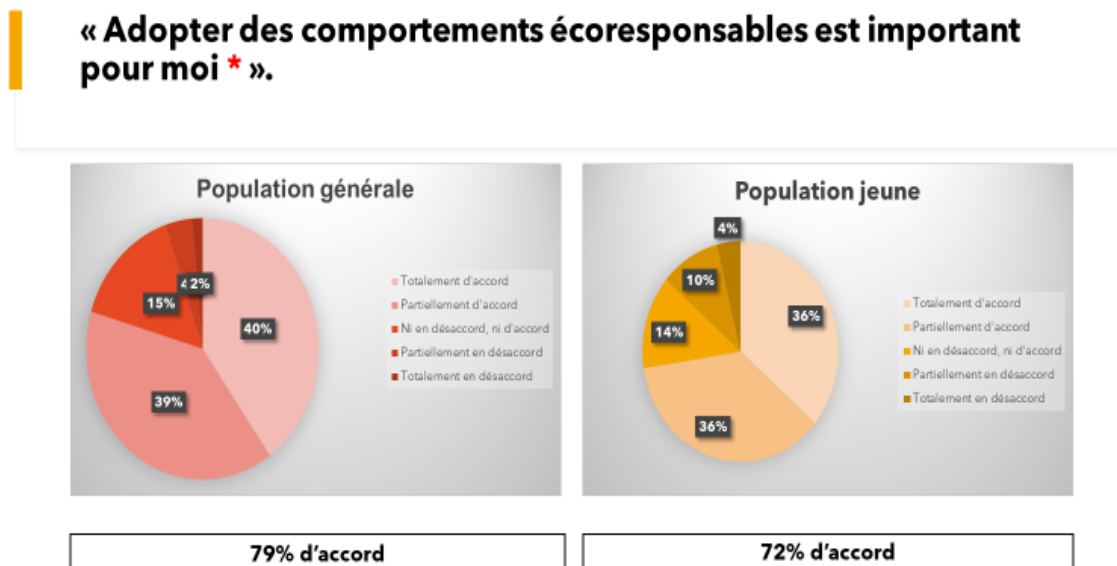


Ces résultats montrent notamment qu'il est possible de ressentir le devoir d'agir sans se sentir en partie responsable de l'état de la planète. Cela ne signifie généralement pas aux yeux des principaux concernés que l'activité humaine serait considérée comme un facteur mineur dans la dégradation de l'environnement, mais bien que les entreprises et les gouvernements sont très souvent pointés comme étant les premiers responsables. Ainsi seulement 43% de la population française et 44% des jeunes de 15-24 ans, se déclarent « autant responsable de la dégradation de l'environnement que les entreprises privées ». Ce n'est, par ailleurs, qu'un peu plus de la

moitié de la population française qui déclare se sentir « autant responsables que le gouvernement dans la protection et défense de l'environnement » (56% de l'ensemble de la population française et 51% des jeunes).

1.3 « Adopter des comportements écoresponsables est important pour moi * »⁴.

Près de 80% de l'ensemble de la population française est d'accord avec l'affirmation concernant « l'adoption des comportements écoresponsables » (72% chez les 15-24 ans).



Cette importance accordée aux gestes à poser ne semble pas concorder avec une transformation effective des comportements. A cet effet, une enquête du CREDOC montrait en 2019 que les jeunes sont certes de plus en plus soucieux des enjeux environnementaux et climatiques mais que leurs comportements demeuraient largement orientés par des raisons économiques. La dépendance matérielle vis-à-vis des parents est également une explication donnée par plusieurs jeunes dans notre enquête qualitative. Cette importance accordée à « l'adoption des comportements écoresponsables » peut ainsi traduire l'envie de plus en plus partagée d'aligner ses comportements sur les recommandations des instances supranationales comme le PNUD, le PNUE, la *World Bank*, l'UE ou le GIEC en vue de promouvoir le « développement durable et participatif ».

L'importance accordée à l'adoption de comportements écoresponsables semble donc devenir progressivement la norme au sein de la population française. Dans ce contexte, la définition de l'engagement écologique tend à se transformer. Comme nous l'avons constaté dans notre enquête qualitative, l'adoption de gestes écoresponsables n'est plus suffisante pour nombre de jeunes engagé.es en faveur de l'écologie pour se déclarer comme étant des « individus engagés » (encadré 5). L'engagement semble d'ailleurs commencer aux yeux de certains lorsque leurs gestes écoresponsables s'expriment dans des espaces où ils n'avaient pas été posés auparavant.

⁴ Certaines affirmations de notre questionnaire ont été empruntées aux questionnaires utilisés par Susan Clayton dans ses enquêtes menées aux Etats-Unis et ailleurs dans le monde. Ces affirmations sont marquées d'un astérisque rouge dans les graphiques.

Encadré 5

« Les écogestes, les trucs individuels, c'est bien au niveau individuel parce que ça te fait prendre conscience à toi des choses, mais je pense que c'est plus une manière de te donner bonne conscience qu'autre chose. Genre : "J'ai recyclé, oui c'est bien, je vais sauver la planète, j'ai besoin de rien faire d'autre !". Et c'est aussi une manière en même temps de te donner bonne conscience au niveau individuel, mais aussi de mettre la responsabilité sur les individus, et de déresponsabiliser les grandes institutions comme l'Etat, de dire : "Oui, mais si vous recyclez, vous allez sauver la planète, on a besoin de rien faire, vous allez voir, on va arrêter le changement climatique !". Je trouve ça ridicule quoi. Mais évidemment, je veux pas du tout culpabiliser les gens qui font ça parce que je sais, je fais de l'écologie, ça serait ultra hypocrite justement que j'aie à donner des leçons à je ne sais pas qui, on fait tous et toutes de notre mieux et je pense que c'est ça qui compte là-dessus »
Lou, 16 ans (militant de Youth For Climate)

Au sujet des pratiques écologiques, les jeunes de 15-24 ans qui doutent, relativisent ou rejettent des conclusions scientifiques sur le réchauffement climatique se sont montrés, au cours de notre enquête, favorables à certains gestes écoresponsables (encadré 6).

Encadré 6

Q : Mais tu trouves quand même important que les êtres humains aient tous des pratiques écologiques on va dire ?

R : « Oui, oui, parce que, en fait, ce côté cycle climatique ça s'accorde, enfin c'est surtout en rapport avec le réchauffement les 2 mais par contre je suis totalement d'accord avec la position qui est forcément, du coup humaine, notamment la pollution plastique. Et ça, c'est quelque chose contre lequel on peut lutter au niveau du citoyen mais après je dénonce aussi un manque d'action et de volonté politique face aux plus grands pollueurs, les industries, l'agriculture, les transports etc. ».

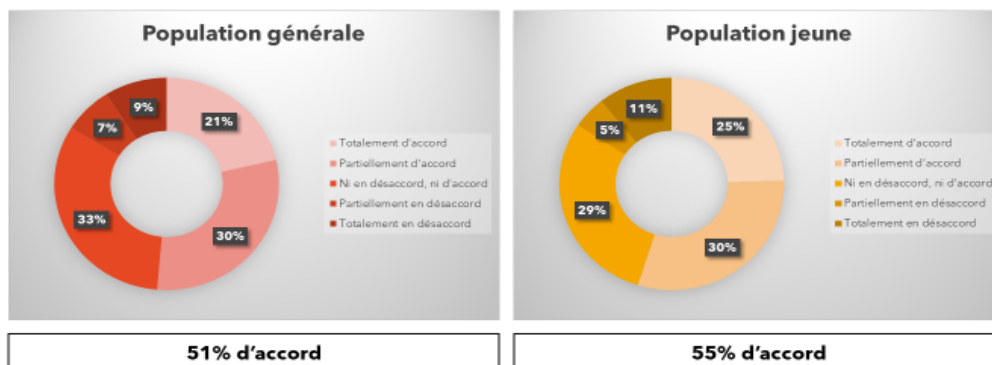
Q : Et toi personnellement est-ce que tu penses contribuer à la protection de l'environnement ?

R : « Pas énormément en tant que citoyen mais je pense que je fais quand même mes p'tits gestes, j'essaie de pas jeter de déchets par terre, j'essaie de pas trop consommer de vêtements pour les jeter, je trie mes déchets, je consomme raisonnablement, j'essaie d'acheter des choses fabriqués en France en circuit court ou en Europe. Donc à ma petite échelle je fais ce que je peux ». Victor, 16 ans (se dit climatosceptique)

1.4 « Depuis la crise sanitaire, je me sens encore plus responsable de l'environnement et de l'avenir de la planète ».

Dans notre enquête, nous voulions savoir si, selon la population française, la crise sanitaire du Covid-19 a impacté leur sentiment de responsabilité à l'égard des enjeux environnementaux.

« Depuis la crise sanitaire, je me sens encore plus responsable de l'environnement et de l'avenir de la planète ».



Selon nos résultats, la crise sanitaire a renforcé ce sentiment de responsabilité chez la moitié des Français.es. Dans nos entretiens semi-directifs, les jeunes opposé.es à l'écologie (qu'ils doutent ou non de l'importance de la crise environnementale) n'établissent pas vraiment de lien entre la crise sanitaire et les enjeux environnementaux. Ces jeunes doutant, relativisant ou rejetant le lien entre réchauffement climatique et crise écologique, il est tout à fait logique qu'ils ne se sentent pas davantage responsables de l'environnement et de l'avenir de la planète depuis la crise sanitaire.

Pour les jeunes éco-engagé.es, cette crise est naturellement une conséquence des bouleversements de l'écosystème. L'essentiel des jeunes qui se considéraient déjà très engagé.es avant la crise ne se considèrent pas plus responsables de l'environnement et de l'avenir de la planète depuis la Covid-19 (encadré 7). En revanche, leurs convictions sont renforcées au sujet de la nécessité d'agir davantage car ils ont, à leurs yeux, désormais la preuve que le système capitaliste peut ralentir sa course et que les restrictions de déplacements ont un impact positif sur l'écosystème.

Encadré 7

Q : Selon vous, la crise sanitaire est-elle une preuve qu'il faut agir davantage en faveur de l'environnement ?

R : « Non je ne pense pas. Je vous ai dit avant que je ne vois pas de lien entre ces choses-là. S'il faut agir pour l'environnement il faut le faire de tout temps. En plus l'hypothèse selon laquelle, la crise sanitaire est liée à l'environnement n'est pas du tout fondée ». Anaïs, 22 ans (éco-engagé sans lien avec un collectif).

1.5 Résumé - Les jeunes se sentent davantage responsable de l'environnement que l'ensemble de la population

De manière générale, les résultats obtenus montrent que les jeunes ne se distinguent pas de l'ensemble de la population française concernant le sentiment de « devoir agir », ni concernant l'importance accordée aux gestes écoresponsables. Par contre, les 15-24 ans déclarent plus souvent se « sentir responsables » de l'état de la planète que leurs aînés. Nous pouvons émettre l'hypothèse que le fait de se sentir « responsable de l'état de la planète » peut renvoyer à deux temporalités distinctes chez les jeunes et leurs aînés, qui donneraient ainsi à l'idée de responsabilité un sens différent. Se sentir responsable, pour les jeunes, semble signifier « être responsable de l'avenir de la planète » alors que pour leurs aînés cela peut éventuellement signifier « être responsable de ce qui a été fait à la planète ». Cela expliquerait, en partie, que les jeunes et les moins jeunes s'accordent sur l'ensemble des affirmations concernant le devoir d'agir, mais pas sur le sentiment de responsabilité⁵.

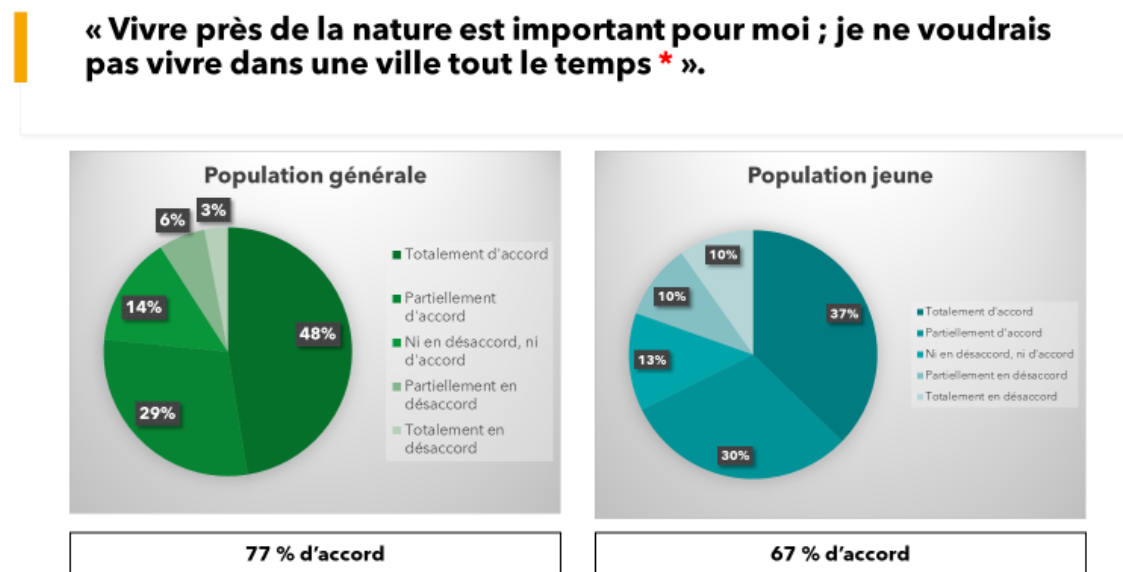
⁵ Les « paradoxes de l'engagement » chez les jeunes en lien avec le sentiment de responsabilité a été largement analysé dans notre ouvrage : Lachance, J. (2022). Les paradoxes de l'engagement. Construire son avenir dans un monde qui s'effondre, Québec/Paris, Presses de l'Université Laval/Hermann.

2. RAPPORT A LA NATURE : IDENTIFICATION, INTERACTION ET SATISFACTION

Pour étudier le rapport des Français.es à la nature, nous nous sommes notamment inspirés des travaux de la psychologue de la conservation Susan Clayton qui distinguent les interactions avec la nature (Est-ce que j'entretiens une certaine proximité avec des éléments naturels ?), la satisfaction obtenue grâce à la nature (Est-ce que la nature me procure des bienfaits ?) et l'identification à la nature (Est-ce que je me considère comme faisant partie de la nature ou non ?). Notre enquête nous a permis de préciser quelle dimension du rapport à la nature distingue les jeunes de l'ensemble de la population en France.

2.1 « Vivre près de la nature est important pour moi ; je ne voudrais pas vivre dans une ville tout le temps * ».

Une manière utilisée par Susan Clayton pour mesurer l'importance accordée aux interactions avec la nature ou des éléments naturels est de demander aux répondant.es de se positionner par rapport à l'importance qu'ils accordent au fait de « vivre près de la nature ». Plus de ¾ de l'ensemble de la population estiment que « vivre près de la nature est important » et qu'ils ne « voudraient pas vivre dans une ville tout le temps ». Les 15-24 ans sont proportionnellement moins nombreux par rapport à l'ensemble de la population à se dire d'accord avec cette affirmation.



Nous avons noté des spécificités en région Nouvelle-Aquitaine à ce sujet par rapport au niveau national. Les Néo-Aquitain.es sont plus souvent d'accord avec cette affirmation avec des écarts de +7 pour l'ensemble de la population de la région Nouvelle-Aquitaine et de +9 pour les jeunes de 15-24 ans. En effet, 84% des Néo-Aquitain.es et 76% des 15-24 ans du même territoire estiment que « vivre près de la nature est important » pour eux et qu'ils ne voudraient « pas vivre dans une ville tout le temps » alors que 77% de l'ensemble des Français.es et 67% des jeunes de 15-24 ans partagent cette opinion.

Dans notre enquête qualitative auprès des jeunes se déclarant « engagé.es » en faveur de la défense de l'environnement, nous avons également demandé à nos répondant.es quelle place la nature occupe dans leur vie. Les répondant.es sont presque unanimes à lui accorder une place très importante dans leur vie (encadré 8).

Encadré 8

Q : Quelle place la nature occupe dans ta vie ?

R : « Moi j'ai toujours vécu en ville, et je vais vivre dans des villes de plus en plus grosses les prochaines années parce que je suis étudiant. Mais, en fait, c'est vraiment un besoin qui est ancré à l'intérieur de moi, c'est-à-dire que plus je vais être entouré de la ville et plus je vais avoir besoin à un certain moment de me ressourcer et de passer vraiment du temps soit à la montagne, soit dans une forêt, ou face à la mer ». Bertrand, 19 ans (éco-engagé sans lien avec un collectif).

Le fait de douter, relativiser ou réfuter le changement climatique d'origine anthropique n'empêche pas d'apprécier la nature. Beaucoup de jeunes de 15-24 ans qui rejettent l'éco-engagement estiment que la nature occupe une place importante dans leur vie. En revanche, à l'image de Martin (ci-dessous cité), ils en ont plus souvent une perception très utilitariste ; la nature se réduit souvent aux ressources qu'on y extrait pour se nourrir et servir l'économie.

Encadré 9

Q : Et toi personnellement quelle place occupe la nature dans ta vie ?

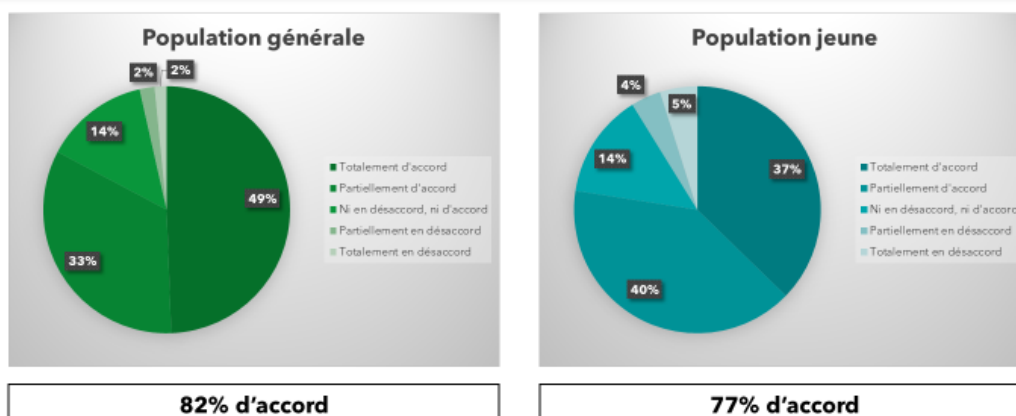
R : « C'est juste une source de plaisir et chez moi j'ai un potager ça me fait aussi à manger ». Martin, 17 ans (se dit climatoseptique).

R : « C'est toute ma vie. Tout ce qu'on utilise donc toute la vie, et de tout le monde aussi ». Zhora, 24 ans (éco-engagé dans une association).

2.2 « J'ai l'impression qu'une partie importante de ma vie me manque lorsque je ne peux pas profiter de la nature de temps en temps * ».

Avec cet autre indicateur emprunté à Susan Clayton (2003), c'est cette fois l'idée de satisfaction tirée de la nature qui est interrogée. Selon nos résultats, les Français.es sont très majoritairement d'accord avec l'affirmation « *J'ai l'impression qu'une partie importante de ma vie me manque lorsque je ne peux pas profiter de la nature de temps en temps ** ». Ils témoignent ainsi de la reconnaissance des apports de la nature dans leur vie. En effet, les pourcentages de 82% pour l'ensemble de la population française et 77% pour les jeunes de 15-24 ans soulignent la reconnaissance des bienfaits qu'apporte la nature dans la vie des individus.

« J'ai l'impression qu'une partie importante de ma vie me manque lorsque je ne peux pas profiter de la nature de temps en temps * ».

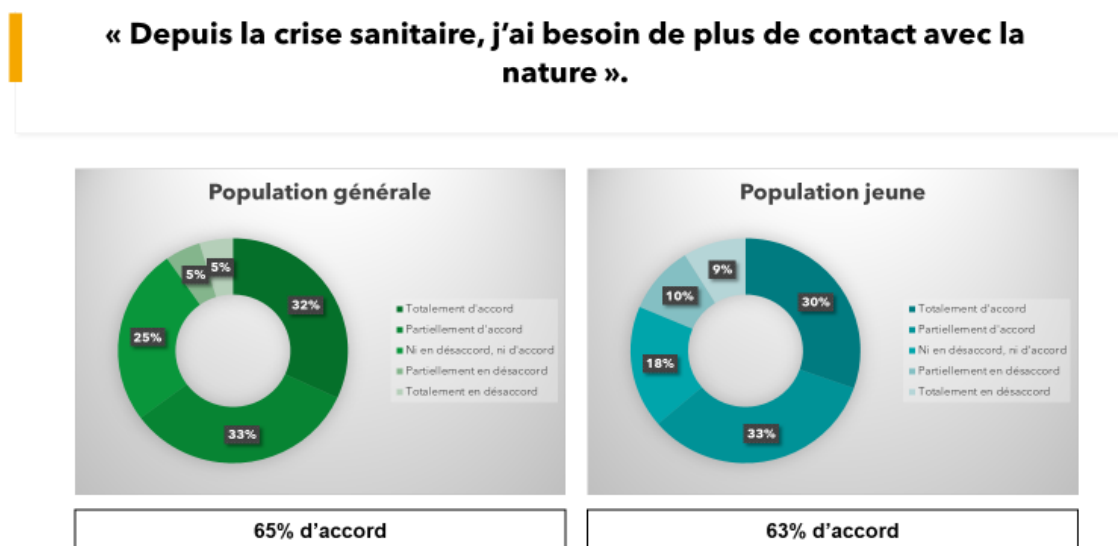


En région Nouvelle-Aquitaine, ce pourcentage est de 4 points moins élevé qu'au niveau national. Quant aux jeunes de 15-24 ans, nous observons une différence de 9 points entre le niveau national (77%) et la région Nouvelle-Aquitaine (68%).

Concernant les apports de la nature dans la vie des individus, nous avons vérifié, toujours en nous inspirant des travaux de Susan Clayton, si les répondants étaient d'accord avec l'idée selon laquelle un mode de vie en « harmonie » avec la nature pouvait favoriser la résolution de problèmes sociaux⁶. Nos résultats montrent qu'ils sont très majoritaires à être d'accord avec cette idée. Si, au niveau national, 80% de l'ensemble de la population et 65% des jeunes de 15-24 ans sont d'accord avec cette affirmation, en région Nouvelle-Aquitaine, les résultats sont respectivement de 82% pour l'ensemble de la population et de 64% des jeunes. De manière générale, nous observons que les résultats obtenus pour les 15-24 ans sont moins élevés que pour l'ensemble de la population française. Cela peut sans doute s'expliquer, du moins en partie, par leur vision relativement négative de l'état actuel de la planète et par une perception plus pessimiste de l'avenir, ce qui a été souligné par des études réalisées à l'échelle mondiale (Marks, Elizabeth et al., 2021)⁷ et qui a été largement repéré dans notre étude qualitative auprès des jeunes Français.e.s se déclarant engagé.es en faveur de l'environnement.

2.3 « Depuis la crise sanitaire, j'ai besoin de plus de contact avec la nature ».

La crise sanitaire, en particulier les restrictions de déplacement auxquelles elle a donné lieu, peut apparaître comme un contexte favorable à une modification du rapport à la nature. Laissant de côté l'impact psychologique aujourd'hui largement renseigné par des spécialistes en santé mentale (Alice Desbiolles, 2020 ; Karine Saint-Jean, 2021 ; Antoine Pelissolo & Célie Massini, 2021), nous avons demandé aux Français.es si, depuis la pandémie, l'importance accordée à la nature s'était renforcée. Ils déclarent majoritairement avoir davantage besoin de contact avec la nature depuis la crise sanitaire.



⁶ L'affirmation de Susan Clayton est la suivante : « Je pense que certains des problèmes sociaux d'aujourd'hui pourraient être résolus en revenant à un mode de vie plus rural dans lequel les gens vivent en harmonie avec la terre* ».

⁷ Dans cette enquête portant sur 10.000 jeunes de 16-25 ans qui résident dans dix pays du Nord et du Sud différemment exposés au changement climatique, les résultats préliminaires montrent que 59% des répondants se disent très, voire extrêmement inquiets, plus de 50% ressentent de la tristesse, de l'anxiété, de la colère, de l'impuissance et de la culpabilité relative à leur impuissance. Près de 45% des enquêtés disent que leurs sentiments relatifs au changement climatique affectaient négativement leur vie quotidienne et beaucoup parmi eux ont le sentiment d'être envahis par des pensées négatives.

Les résultats montrent une certaine homogénéité au niveau national et néo-aquitain. Néanmoins, si 56% des 15-24 ans de la région Nouvelle-Aquitaine sont d'accord avec cette affirmation, c'est dans une proposition de 63% que les jeunes Français.es abondent dans le même sens. Par ailleurs, dans nos entretiens, les jeunes déclarent généralement avoir ressenti davantage le besoin de se rapprocher de la nature depuis le début de la crise sanitaire (encadré 10). Sans surprise, ce sont les jeunes vivant en milieu urbain qui ont le plus souvent vécu une sorte de « manque ».

Encadré 10

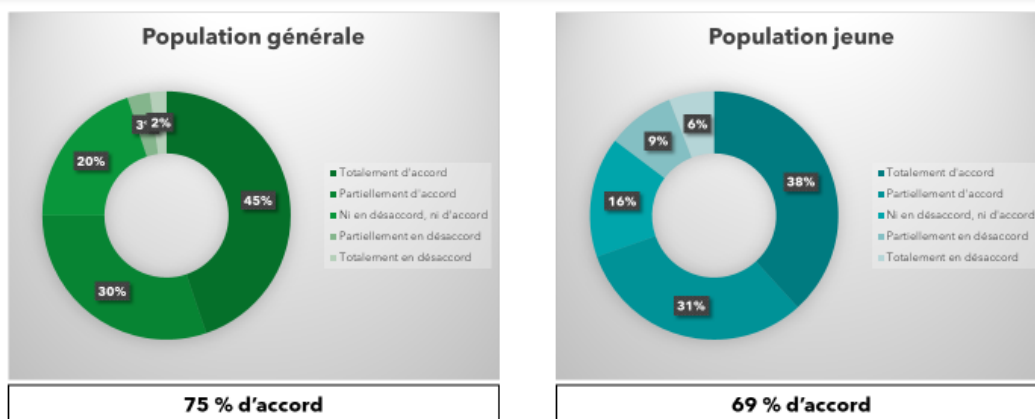
Q : Depuis la crise sanitaire, dirais-tu que ton besoin de contact avec la nature est plus important ? Pourquoi ?

R : « Oui, oui, plutôt, enfin en tout cas avec la crise sanitaire, j'en parlais tout à l'heure, j'ai commencé à ressentir le besoin de voir plus d'espaces verts, plus d'étangs, de sortir plus, et je pense que c'est devenu quelque chose de vachement plus important dans la vie qu'avant ». Evan, 15 ans (militant de Youth for Climate).

2.4 « Depuis la crise sanitaire, j'ai encore plus besoin de ressentir les bienfaits de la nature ».

Au besoin de contact avec la nature depuis la crise sanitaire s'ajoute le besoin de ressentir « les bienfaits de la nature ». Les $\frac{3}{4}$ de la population nationale et 69% des jeunes Français.es ont exprimé le sentiment que la crise sanitaire a renforcé ce besoin.

« Depuis la crise sanitaire, j'ai encore plus besoin de ressentir les bienfaits de la nature ».



Si l'ensemble de la population de la Nouvelle-Aquitaine ne se distingue pas de l'ensemble de la population française à ce sujet, les jeunes néo-aquitains sont moins souvent d'accord avec cette affirmation au regard de la moyenne nationale (64% au lieu de 69%). Notre enquête qualitative, et en particulier nos terrains complémentaires, montre que les jeunes répondant.es font état de quatre types d'expériences différentes vécues depuis la crise sanitaire, notamment avec le confinement.

- i. **L'expérience de manque** est relative au fait que le premier confinement a restreint les interactions avec la nature pour des individus qui avaient pris l'habitude de son contact

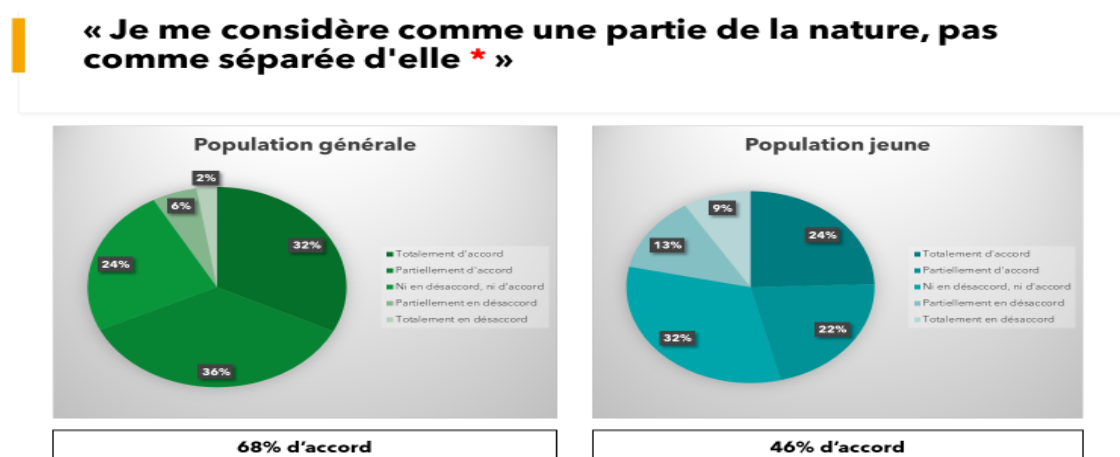
régulier. Cette expérience a notamment été l'occasion de réaliser l'importance que prenait cette proximité autrefois banalisée. C'est la privation qui a mené à cette prise de conscience.

- ii. **L'expérience de révélation** est relative au fait que le premier confinement a restreint les interactions avec la nature pour des personnes qui n'en percevaient pas la proximité au quotidien. Ces individus nous ont alors parlé de la découverte de l'existence d'éléments naturels à proximité de leur lieu de vie. Le confinement, et notamment la restriction de déplacement dans le kilomètre carré autour de leur lieu d'habitation, leur a « révélé » cette présence, autrefois ignorée.
- iii. **L'expérience de conscientisation** est relative au fait que le premier confinement n'a pas affecté les interactions avec la nature pour des personnes qui ont bénéficié de sa proximité malgré les restrictions en vigueur. Parce que ces personnes vivaient à la campagne ou avaient l'avantage sur les autres de posséder, par exemple, une maison de campagne, ils purent continuer à en tirer parti. Toutefois, la transformation du contexte général et, par effet de comparaison, des individus nous ont racontés prendre la pleine mesure des bénéfices obtenus grâce à cette proximité.
- iv. **L'expérience de libération** est relative au fait que le premier confinement a notamment créé un contexte de « rareté d'accès à la nature », pour des individus qui y ont néanmoins accédé ponctuellement. Les escapades, plus rares, en milieux naturels ont été, selon les récits de répondants, de véritables moments de libération, ce qui leur a permis d'associer les interactions avec les éléments naturels au sentiment de liberté.

Il est à noter qu'un même individu a pu vivre différents types d'expériences au cours de la crise sanitaire. Par exemple, certains ont vécu une expérience de manque par rapport à l'accès à la montagne dans laquelle ils avaient l'habitude de marcher, tout en vivant des expériences de révélation, découvrant alors la beauté d'un arbre à proximité de leur demeure...

2.5 « Je me considère comme une partie de la nature, pas comme séparée d'elle * »

Bien que quelques résultats aient montré jusqu'ici certaines différences entre les jeunes et l'ensemble de la population, c'est sans aucun doute la dimension de l'identification à la nature qui les distingue le plus radicalement. En effet, nos résultats montrent que 68% de la population française s'identifient à la nature en se considérant « comme est une partie [d'elle], pas séparée d'elle ».



En revanche, les jeunes de 15-24 ans ne sont que 46%, à être d'accord avec cette affirmation, un écart donc important de 22% les séparent. Dans notre enquête qualitative auprès des 15-24 ans, le fait de se déclarer engagé en faveur de l'environnement ne semble pas impliquer un rapport d'identification directe à la nature (encadré 11). Pour certains, l'humain se situe à l'extérieur du périmètre de ce qu'englobe la nature ; pour d'autres, l'humain faisait partie de la nature dans des temps lointains mais s'en est détaché, alors que certains jeunes de l'enquête considèrent tout simplement que l'humain s'en distingue.

Encadré 11

Q : Qu'est-ce que la nature pour toi ?

R : « Là c'est le débat, est-ce que l'homme fait partie de la nature ou pas ? La nature c'est le vivant et le non-vivant déjà, et dans cette nature le vivant est très précieux et très fragile. Du coup, par rapport à la place de l'homme par rapport à la nature, c'est sûr que c'est compliqué de dire qu'on fait partie intégrante de la nature, je suis pas forcément d'accord avec ça parce qu'on s'est affranchis de tellement de choses et qu'on a des moyens techniques qui sont tellement importants que c'est compliqué d'imaginer que l'homme fait partie de la nature [...] ». Thomas, 24 ans (éco-engagé dans une association).

Concernant l'identification à la nature, nos résultats ont montré des spécificités régionales au niveau de la jeunesse. En effet, les Néo-Aquitains de 15-24 ans sont proportionnellement plus nombreux de 8% (56%) par rapport aux jeunes de l'ensemble du territoire national (48%) à se considérer « comme une partie de la nature, pas comme séparée d'elle ».

Parmi les jeunes qui doutent, relativisent ou réfutent le changement climatique d'origine anthropique, certains excluent généralement l'humain du périmètre de la nature, une vision que nous retrouvons aussi chez certains jeunes éco-engagés. Ce qui les distingue alors, ce sont les explications données pour comprendre cette séparation : pour les éco-engagés, l'humain s'est en quelques sortes rendu « coupable » de l'état actuel de la planète, s'excluant lui-même *de facto* de la nature.

2.6 Résumé - Par rapport à l'ensemble de la population, les jeunes se sentent moins comme une partie de la nature.

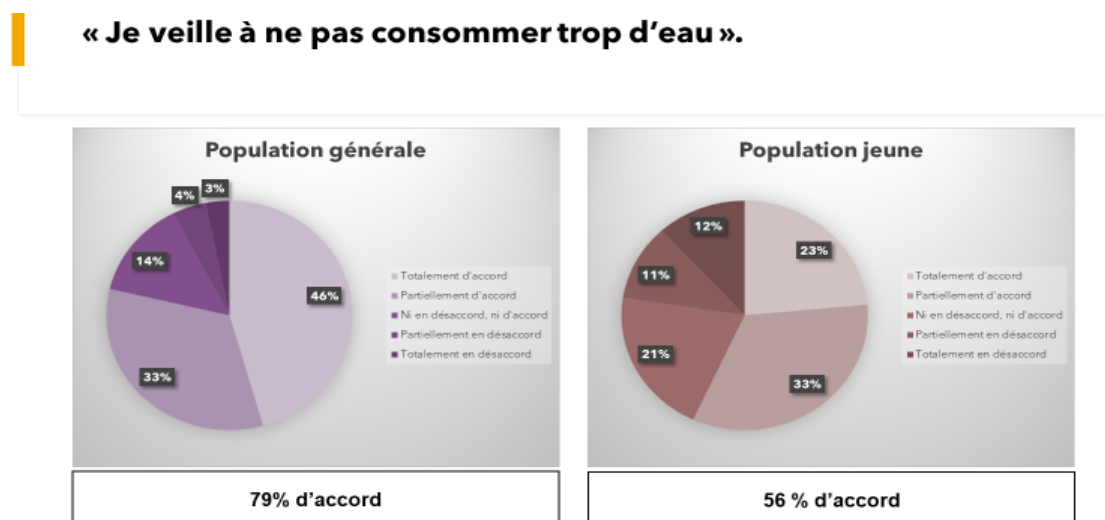
De manière générale, les résultats de l'étude montrent que les jeunes de 15-24 ans se différencient de l'ensemble de la population française sur l'identification à la nature et sur le fait de ne pas vouloir vivre en ville tout le temps. Ils déclarent moins souvent se sentir comme une partie de la nature. En revanche, il n'y a pas de grande différence entre eux et l'ensemble de la population par rapport à la satisfaction obtenue à travers les expériences de nature et sur l'importance des interactions avec des éléments naturels. De même, de manière générale, la crise sanitaire n'a pas davantage provoqué chez les jeunes le désir de se « rapprocher » de la nature que chez l'ensemble de la population.

3. LES ACTIONS PORTÉES PAR LES INDIVIDUS ET LES INSTITUTIONS

Dans cette partie, nous exposons, d'une part, les positions des Français.es par rapport à des affirmations concernant des actions portées par les individus (consommation d'eau, choix des moyens de transport, etc.) et, d'autre part, leur vision des actions portées par les institutions (éducation à l'environnement, consommation d'énergie, attentes vis-à-vis du gouvernement en matière de respect de l'environnement, etc.).

3.1 « Je veille à ne pas consommer trop d'eau ».

Les écogestes sont considérés par les Français.es comme étant importants puisque, rappelons-le, 79% de l'ensemble de la population et 72% des 15-24 ans sont d'accord avec l'affirmation « Adopter des comportements écoresponsables est important pour moi * ». Cela se confirme à travers leurs déclarations concernant des comportements précis comme la consommation d'eau. En effet, $\frac{3}{4}$ des Français.es sont d'accord pour dire qu'ils « veillent à ne pas consommer trop d'eau », ce pourcentage n'est, par contre, que de 56% chez les 15-24 ans.

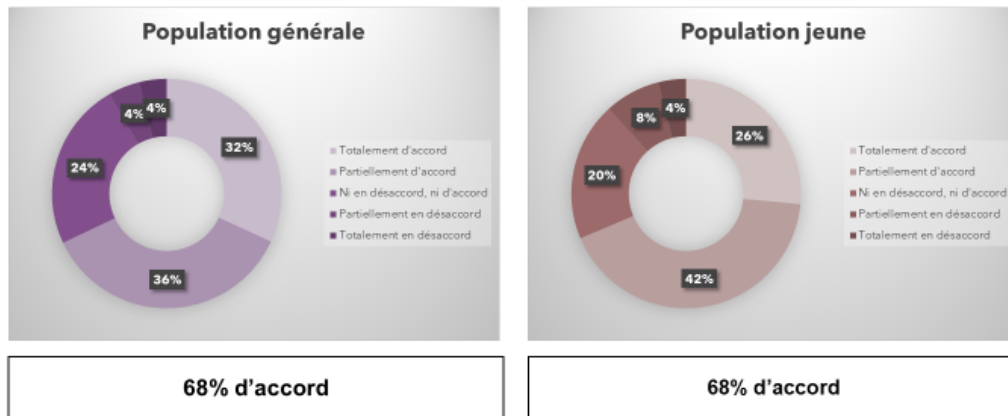


Nous observons donc un décalage entre le pourcentage de jeunes de 15-24 ans déclarant que l'adoption des gestes écoresponsables est importante pour eux (72%) et le pourcentage de jeunes de la même tranche d'âge déclarant veiller à ne pas consommer trop d'eau (56%). Ce résultat confirme donc ce qui était mis en avant dans l'étude déjà citée du CREDOC en 2019 qui pointe un décalage entre la montée de la sensibilité environnementale des jeunes et leurs modes de consommations qui ne sont pas toujours en adéquation avec leurs valeurs. Il est à noter que les Néo-Aquitains sont plus nombreux, par rapport à la population nationale, à déclarer qu'ils veillent à leur consommation d'eau avec 86% de l'ensemble de la population de la région. Cette proportion est particulièrement différente chez les jeunes qui se déclarent d'accord avec cette affirmation dans une proportion de 84%.

3.2 « La crise sanitaire m'incite à adopter un mode de vie encore plus respectueux de l'environnement ».

Les Français.es déclarent majoritairement, dans une proportion de 68%, que la crise sanitaire les incite à choisir des modes de vie plus respectueux de l'environnement.

« La crise sanitaire m'incite à adopter un mode de vie encore plus respectueux de l'environnement ».

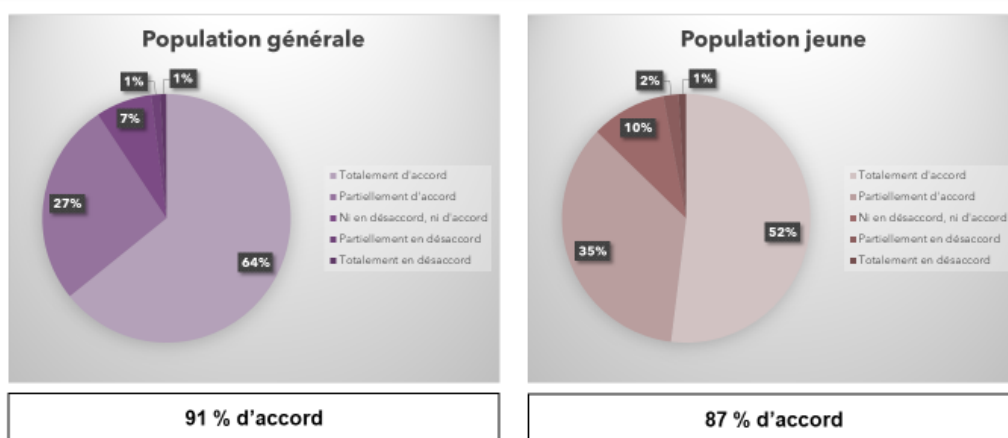


En région Nouvelle-Aquitaine, les jeunes sont plus nombreux à être d'accord avec cette affirmation avec 4 points de plus par rapport à la population des 15-24 ans dans l'ensemble de la France (72% de jeunes Néo-Aquitains contre 68% pour la jeunesse française en général).

3.3 « Les administrations françaises doivent donner l'exemple en consommant de moins en moins d'énergie ».

Les résultats de notre étude montrent que les Français.es attendent beaucoup des institutions sur les questions environnementales. Lorsqu'il s'agit des institutions, les résultats montrent toujours que la population française formule très majoritairement des attentes à leur endroit. Par exemple, 91% des Français.es et 87% des jeunes de 15-24 ans estiment que les administrations du pays doivent donner l'exemple à travers leur consommation d'énergie. On retrouve sensiblement les mêmes proportions en région Nouvelle-Aquitaine.

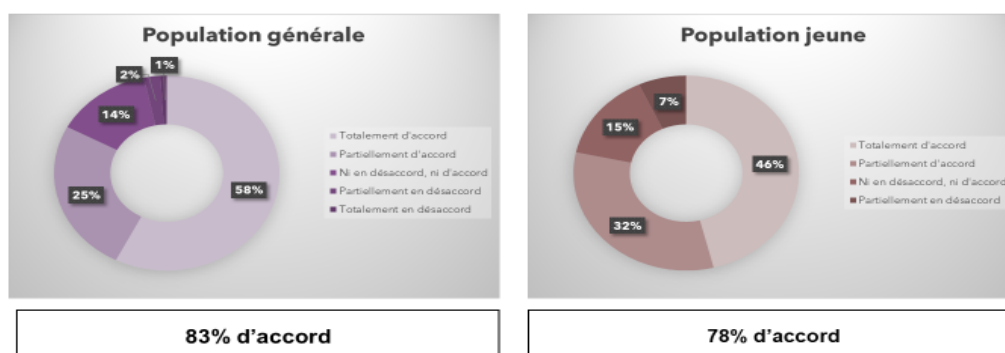
« Les administrations françaises doivent donner l'exemple en consommant de moins en moins d'énergie ».



3.4 « La crise sanitaire devrait inciter le gouvernement à être plus respectueux de l'environnement ».

Les attentes formulées à l'endroit des institutions dans le domaine de l'environnement semblent renforcées par la crise sanitaire. Les Français.es estiment majoritairement que « la crise sanitaire devrait inciter le gouvernement à être plus respectueux de l'environnement ». Avec 83% de la population générale et 78% des 15-24 ans, ces résultats confirment ces attentes élevées des Français.es à l'égard de leur gouvernement concernant le respect de l'environnement. Les jeunes éco-engagé.es, que nous avons interrogé.es, vont dans le même sens que ces résultats puisqu'ils estiment, rappelons-le, que la solution à la crise climatique et environnementale ne peut pas seulement s'appuyer sur les écogestes des citoyens. Reconnaissant l'importance de ces derniers, ils insistent néanmoins sur le caractère crucial des actions concrètes portées par les pouvoirs politiques et les entreprises. Les insatisfactions et les critiques très virulentes qu'ils formulent à l'encontre du gouvernement et des entreprises se révèlent souvent comme l'expression de ces attentes de cohérence entre les discours des hommes et femmes qui incarnent les institutions et leurs actes sur les questions environnementales et climatiques.

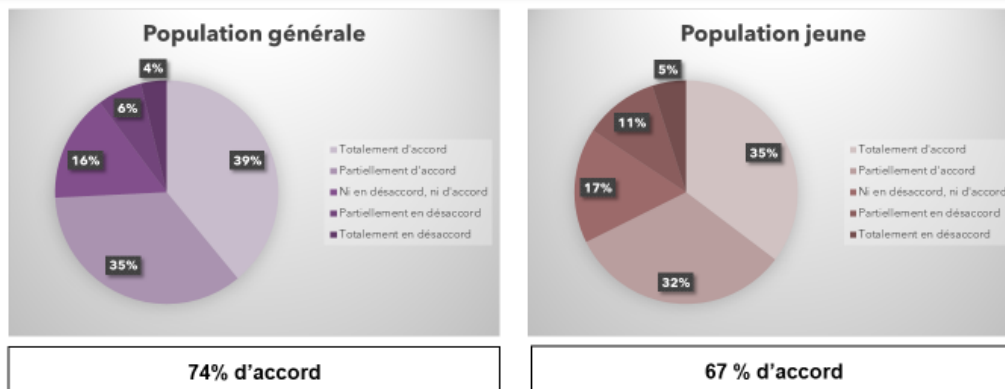
« La crise sanitaire devrait inciter le gouvernement à être plus respectueux de l'environnement ».



3.5 « L'éducation à l'environnement et/ou au développement durable devrait prendre la même place à l'école que celle du français ou des mathématiques ».

Nous avons demandé aux répondants de se positionner par rapport à différentes affirmations nous permettant de mesurer l'importance qu'ils accordent à l'éducation relative à l'environnement. En mettant en perspective cette éducation avec des matières fondamentales comme le français et les mathématiques, il est alors possible de percevoir l'importance qu'ils accordent au domaine de l'environnement dans l'éducation scolaire. Selon nos résultats, la population française est largement d'accord avec l'idée de donner la même place que les mathématiques et le français à l'éducation à l'environnement. Ainsi, 74%, soit près de $\frac{3}{4}$ des Français.es et 68% des 15-24 ans sont d'accord avec l'idée de donner la même place à l'éducation à l'environnement et au développement durable qu'au français et aux mathématiques. Une grande majorité des Français.es laisse ainsi sous-entendre qu'il existe un manque sur ce sujet dans le programme actuel d'éducation.

« L'éducation à l'environnement et/ou au développement durable devrait prendre la même place à l'école que celle du français ou des mathématiques ».



En Nouvelle-Aquitaine, 76% des populations et 79% des 15-24 ans sont d'accord avec cette même affirmation. Ces résultats viennent confirmer des tendances que nous avons notées dans nos résultats de l'enquête qualitative. Tous les jeunes éco-engagé.es considèrent, non seulement que l'éducation à l'environnement à l'école est d'une grande importance au vu des enjeux écologiques, mais aussi qu'elle est souvent inexistante ou, dans le moins pire des cas, insuffisante et qu'elle doit par conséquent être renforcée dans le système d'enseignement.

Encadré 12

Q : Et en général qu'est-ce que tu penses de l'éducation à l'environnement

R : « Elle est mauvaise, elle est très mauvaise. Au collège, je faisais partie d'une association de collégiens, on appelait ça le Club Planète Action, on faisait des caisses de recyclage, mais à part ça, l'éducation au développement durable moi j'en n'ai jamais eu à l'école, j'en n'ai pas eu non plus à la fac, je me suis auto-formé, c'est en m'intéressant au sujet. Et c'est très mauvais pour les jeunes générations parce qu'il y a des questions aujourd'hui d'une complexité, mais infinie (...) ». Clément, 24 ans (éco-engagé dans une association).

Dans l'enquête qualitative, les jeunes Français.es de 15-24 ans qui rejettent l'engagement écologique, dont certains assument l'étiquette de climatosceptique, ne sont pas opposés à l'idée d'une éducation à l'environnement. Certains la trouvent cependant suffisante. Ils l'associent à l'idée de transmettre les écogestes qui impactent positivement leur cadre de vie. En revanche, ils sont critiques à ce sujet lorsqu'elle est envisagée comme une prise de position, parfois qualifiée d'idéologique, concernant les questions sur le réchauffement climatique. Dès lors, ils la trouvent trop politisée voire culpabilisatrice, ou alors, ils s'efforcent de souligner ce qu'ils perçoivent comme des « incohérences ».

Encadré 13

Q : Et en général qu'est-ce que tu penses de l'éducation à l'environnement ?

R : « Alors elle est beaucoup trop politisée à mon goût. Je connais quelques professeurs qui donnent vraiment des avis objectifs et qui critiquent justement l'enseignement environnemental qu'on fait aux élèves mais ils sont très rares et en fait la majeure partie des professeurs ils sont ultra politisés écolo quoi et donc on a pas un avis objectif là-dessus, on donne que les arguments pour dire en quoi la nature va mal, en quoi l'homme fait des choses mal, mais jamais dans le contraire en fait et donc non c'est beaucoup trop politisé et c'est pas censé être ça l'école, pour moi les professeurs sont pas censés donner leur avis. Et voilà l'éducation comme les professeurs ils imposent leur avis en fait ». Martin, 17 ans (se dit climatosceptique).

3.6 Résumé - Les jeunes se sentent très favorables à l'adoption de comportements écoresponsables mais déclarent poser, moins que l'ensemble des Français.es, des actes qui vont dans ce sens.

De manière générale, les résultats montrent qu'aux yeux des Français.es, les comportements écoresponsables ont une grande importance. Mais, pour eux, les actions en faveur de la protection/préservation de l'environnement doivent, plus souvent, être portées par les institutions que par les individus. Les résultats de l'étude montrent, en revanche, que les jeunes de 15-24 ans déclarent, moins souvent que l'ensemble de la population française, poser des gestes écoresponsables parmi ceux que nous leur avons soumis. Nous pouvons émettre l'hypothèse que ces jeunes, étant en général dépendants de leurs parents (logement, alimentation, etc.), ont moins de liberté dans leurs choix de consommation, liberté qui leur permettrait d'adopter plus concrètement ces gestes.

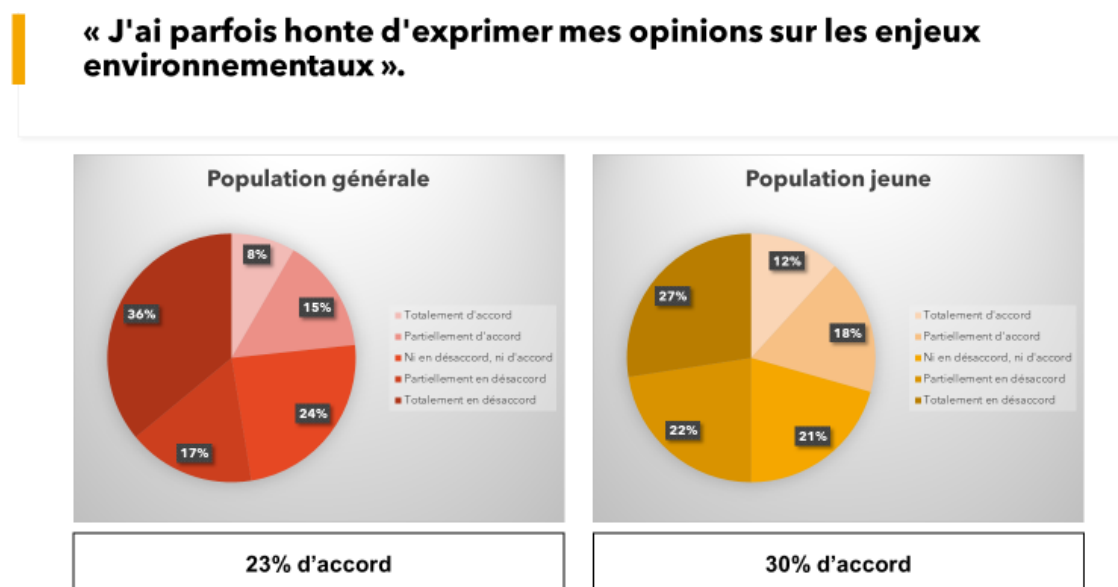
4. EXPRESSION D'OPINIONS SUR L'ENVIRONNEMENT

Le consensus qui semble parfois s'établir autour des questions liées aux enjeux environnementaux pourrait laisser croire que l'expression d'opinion en faveur de l'engagement écologique ne fait face à aucun obstacle. Or, comme nous le verrons, beaucoup de Français.es estiment que leurs opinions à ce sujet sont l'objet de moqueries, et déclarent même parfois se retenir de les exprimer parce qu'ils ont honte. Le sujet des enjeux environnementaux est aussi, bien souvent, l'objet de conflit. Ces remarques semblent d'ailleurs concerner autant les échanges en face-à-face que sur les réseaux sociaux.

4.1 « J'ai parfois honte d'exprimer mes opinions sur les enjeux environnementaux ».

Lucas Brunet (2021 : 54-55) nous dit que la honte est « *une émotion non désirée, dont l'expérience est désagréable et difficile à contrôler. Elle exprime un sentiment de mal-être à propos de nous-mêmes, que nous ressentons particulièrement lorsque nous sommes préoccupés par le jugement des autres* ». Partant de l'idée que le sentiment de honte peut être un frein à l'expression de l'engagement écologique, nous avons voulu savoir dans quelles proportions les Français.es déclarent le ressentir lorsqu'il s'agit d'exprimer leurs opinions sur les enjeux environnementaux. La honte, dont il est question dans notre enquête, est donc relative à l'expression des opinions sur les enjeux de l'environnement.

Notre étude montre que 23% de l'ensemble de la population française et 30% des jeunes de 15-24 ans ont parfois honte de donner leurs opinions sur les enjeux environnementaux. En région Nouvelle-Aquitaine, c'est 18% de la population et 36% des jeunes de 15-24 ans qui sont d'accord avec cette affirmation. Bien entendu, cette honte ne concerne pas nécessairement que des individus en faveur de la défense de l'environnement. Ce sentiment peut également être présent chez les personnes qui doutent, relativisent ou réfutent le changement climatique d'origine anthropique.



Ces résultats pourraient étonner car, concernant les enjeux environnementaux, nous pourrions nous attendre à ce qu'il n'y ait plus de honte à aborder le sujet en France. Or, de nombreux

jeunes éco-engagé.es que nous avons interrogé.es ont déclaré avoir éprouvé un sentiment de honte (encadré 14) pour différentes raisons⁸ :

- La honte d'appartenir à un pays, une nation, un continent considéré comme étant responsable de la dégradation de l'état de la planète ;
- La honte de « perdre la face » au cours d'interactions sociales, au sens de E. Goffman (2018 : 7-15). C'est le cas, par exemple, lorsqu'il s'agit de supporter les remarques de camarades à l'école qui stigmatisent les « écolos » ;
- La honte d'être incohérent, lorsque l'individu a l'impression que ses gestes ne sont pas toujours et parfaitement en cohérence avec ses valeurs.

Encadré 14

Q : As-tu déjà eu honte de donner ton opinion à ce sujet ?

R : « J'ai eu honte, ça m'est arrivé, mais en fait j'ai honte quand je suis contrôlé par des émotions négatives justement ».

Q : Tu peux me raconter une situation par exemple ?

R : « Ça peut entremêler d'autres trucs aussi, mais par exemple y'a un an et demi j'ai rencontré une fille extra, on s'est vus à Toussaint un petit peu, et en fait à ce moment-là j'étais quand même super malheureux justement par rapport à l'environnement, il faut savoir que j'ai fait une dépression y'a 3 ans par rapport à ça. Tu vois, tout ce que je te dis c'est aussi parce que je pense qu'il y a eu un apprentissage par rapport aux émotions et par rapport à moi-même, et donc moi j'ai eu honte d'avoir fait par exemple l'enjeu central de certaines discussions. C'est pas tellement l'environnement, parce que quand tu parles d'un truc, tu en parles pas d'une façon neutre, tu en parles de façon objective par rapport à ton ressenti à la chose, et moi j'aurai honte si je partage des choses et que ce soit pas constructif ». Bertrand, 19 ans (éco-engagé dans une association).

Q : As-tu déjà eu honte de donner ton opinion à ce sujet ?

R : « À un moment je dirai Oui, mais maintenant je me suis défait de ces idéaux comme il faut avoir une bonne réputation, de toute façon au lycée, moi et une amie qui était étiquetée les écolos du lycée. C'est déjà dans ma réputation d'être écolo, donc rien n'a changé ». Xali, 18 ans (éco-engagé avec Youth For Climate).

L'enquête auprès des jeunes de 15-24 ans qui doutent, relativisent ou réfutent le changement climatique d'origine anthropique montre qu'ils peuvent aussi être concernés par la honte de s'exprimer sur les questions environnementales et climatiques. Considérant que l'écologie relève davantage d'une vision politique des questions environnementales et qu'elle n'est pas scientifiquement cohérente, ils estiment qu'il s'agit, au final, d'une opinion. Ils n'auraient alors pas de honte à donner leur point de vue. Mais certains disent comprendre que l'étiquette de climatosceptique, généralement collée à toute personne qui émet une opinion contraire à celle des tenants de l'écologie, puisse gêner et provoquer le sentiment de honte, comme l'indiquent certains témoignages (Encadré 15).

Encadré 15

Q : Est-ce que tu as déjà eu honte de donner ton opinion au sujet de l'environnement ?

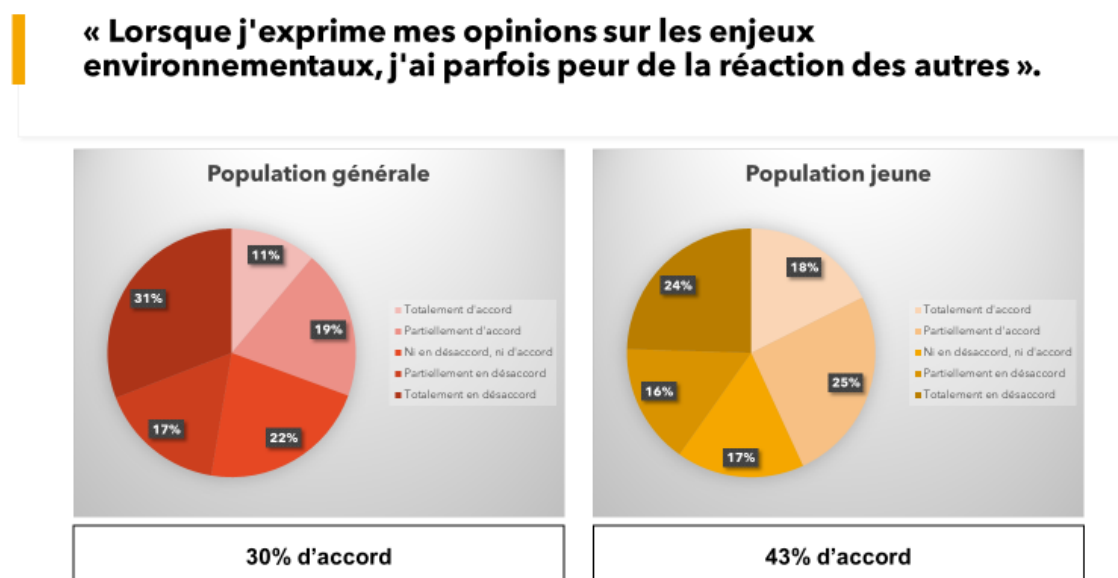
R : « Honte non. Si je savais que ce n'était pas le moment où l'endroit propice, que mes idées seraient mal reçues, je les ai tout simplement gardés pour moi. Mais après oui effectivement, je pense que beaucoup de personnes se moquent des personnes qui ne croient pas en le réchauffement climatique, y'a le fameux, la caricature du type qui sort et puis tu vois il fait frais et du coup il dit "ah bah ! le réchauffement climatique ça existe pas parce qu'il neige". Mais non l'argument, c'est pas ça. Bien sûr que la terre peut se réchauffer tout en neigeant. Personne ne le nie. Donc, certes il y a une volonté de ridiculiser les personnes climato-sceptiques ». Jonathan, 19 ans (se dit climatosceptique)

R : « Non, parce que j'ai mon opinion moi aussi à donner et ceux qui défendent l'environnement aussi ont leur opinion et donc chacun défend son opinion ». Fiorenza, 23 ans (se dit climatosceptique)

⁸ [L'identité environnementale et l'engagement écologique des jeunes en France | 4 novembre 2021 - YouTube.](#)

4.2 « Lorsque j'exprime mes opinions sur les enjeux environnementaux, j'ai parfois peur de la réaction des autres ».

La peur d'exprimer ses opinions au sujet des enjeux environnementaux peut également se révéler comme un frein à l'engagement écologique. Il ne s'agit pas ici de la peur des catastrophes naturelles ou de l'avenir climatique (voir Alain Corbin, 2018 : 37-46) qui peut motiver, en partie, l'engagement écologique (Julien Dossier, 2019 ; David Wallace-Wells, 2019) mais de celle relative aux interactions sociales, à l'expression du point de vue sur les questions environnementales et climatiques et bien entendu aux réactions des autres, qu'elles soient effectives ou appréhendées (Lachance, 2021). Cette enquête montre que 30% de l'ensemble des Français.es et 43% des jeunes de 15-24 ans déclarent avoir parfois ressenti cette peur. En région Nouvelle-Aquitaine, les populations sont moins nombreuses, qu'au niveau national, à déclarer avoir eu peur de la réaction des autres en exprimant leurs opinions à ce sujet. En effet, cette peur ne concerne que 22% des Néo-Aquitain.es en général et 40% des jeunes de 15-24 ans, en particulier.



Chez les jeunes engagé.es que nous avons interviewé.es, c'est souvent la peur de ne pas être à la hauteur pour argumenter efficacement et défendre sa position concernant les enjeux environnementaux qui est mentionnée (encadré 16). Rappelons que la société actuelle, par l'intermédiaire des dispositifs d'éducation relative à l'environnement et au développement durable, mais aussi de ceux favorisant l'engagement citoyen, enjoint les jeunes à s'engager dans ce domaine. Or, cet encouragement officiel semble se heurter, selon la grande majorité des jeunes rencontré.es, au peu de crédibilité que les adultes leur accordent. Selon nos répondant.es, du fait de leur jeune âge, ils sont régulièrement réduits à leur manque d'expérience et leur peu de maturité. D'une part, les jeunes engagé.es semblent avoir intériorisés cette injonction grandissante à l'engagement en exigeant d'eux-mêmes une grande cohérence entre leurs discours et leurs actes. D'autre part, ils sont, selon eux, régulièrement renvoyés à leurs limites, voire à leurs faillites. En arrière-plan, c'est aussi de la peur que leurs incohérences repérées par les adultes desservent la cause qu'ils défendent dont il est question.

Encadré 16

Q : As-tu déjà eu peur de donner ton opinion à ce sujet ?

R : « Oui bien sûr, mais en fait c'est surtout peur d'être un peu mal préparé. J'ai pas peur de défendre ce en quoi je crois parce que je pense que c'est vrai et c'est naturel, c'est juste surtout une peur de mal manier la langue ou de me tromper de chiffres. Y'a vraiment cette exigence d'être au mieux pour paraître crédible puisque déjà, là je parle en tant que militant à Youth For Climate, y'a ce double jugement à la fois de par le discours qui est mené, c'est-à-dire autour de la crise climatique et sociale, et du fait qu'on soit jeunes et que donc en étant jeunes y'a ce jugement de : " Ah, l'immatunité, l'insouciance ! " Donc, une peur de pas être assez exigeant et de pas être assez précis par exemple ». Pierre, 17 ans (éco-engagé avec Youth For Climate).

La peur d'exprimer ses opinions au sujet des enjeux environnementaux peut aussi concerner la réaction de l'entourage appréhendée par les jeunes (encadré 17). Il ne s'agit plus ici de s'inquiéter de sa capacité à argumenter, mais bien de composer avec la réaction des autres, notamment lorsqu'ils sont susceptibles de considérer leurs opinions et positions comme étant radicales. En effet, partager des idées que l'entourage pourrait trouver radicales, c'est parfois courir le risque de perdre des amis ou de vivre des conflits. Ainsi, des militant.es éco-engagé.es déclarent parfois éviter de surexposer leurs opinions par souci de préserver leurs relations sociales.

Encadré 17

Q : As-tu déjà eu peur de donner ton opinion à ce sujet ?

R : « Oui, par exemple avec une amie qui me parlait d'une manifestation pour le climat où elle était allée, et elle m'a dit qu'elle était d'accord sur tout mais qu'elle comprenait pas parce qu'il y avait un mec qui disait qu'il fallait être contre le capitalisme, et qu'elle le trouvait beaucoup trop radical, qu'elle était vraiment choquée. Et du coup, je voulais pas lui dire directement que j'étais d'accord avec lui, mais je lui en ai parlé un petit peu, mais je suis pas allée jusqu'au bout parce que ce qui lie notre amitié c'est pas du tout le climat et les débats politiques, donc j'avais pas envie d'essayer de la convaincre de quelque chose alors que je pouvais passer un bon moment en parlant d'autre chose ». Anissa, 19 ans (éco-engagé avec Youth For Climate).

D'autres jeunes de l'enquête estiment ne pas avoir peur de donner leurs opinions même s'ils ont conscience qu'ils sont jeunes et qu'on pourrait leur opposer l'argument d'autorité de l'inexpérience liée à leur jeune âge. Les raisons de cette absence de peur sont, entre autres, pour certains jeunes interrogé.es, le fait d'avoir confiance en leurs convictions sur la question environnementale et climatique ou parfois d'avoir la conscience de vivre dans un pays qui protège la liberté d'expression tout en se moquant des retours, parfois critiques ; ce qui n'empêche pas de courir le risque d'être agressé verbalement, voire même physiquement selon quelques retours de leurs parts.

Encadré 18

Q : As-tu déjà eu peur de donner ton opinion à ce sujet ?

R : « Non, y'a jamais eu de peur, après il faut quand même être sérieux dans ce qu'on dit, pas dire des conneries parce que ça peut même desservir nos propos, mais non, pas de peur à ce niveau-là. Après, des fois je me mets des freins parce que je sais que ça va rien donner, et que ça va être un débat sans fin, et que des fois c'est assez épuisant, des fois s'engager dans des débats avec des gens qui vont rien vouloir entendre c'est compliqué, donc parfois je me mets un frein à ce niveau-là, mais non jamais peur ». Vincent, 24 ans (éco-engagé dans une association).

Interrogé.es dans le cadre de notre enquête qualitative, les jeunes Français.es qui doutent, relativisent ou réfutent le changement climatique d'origine anthropique déclarent, en général, ne pas avoir peur de donner leurs opinions sur les enjeux environnementaux et climatiques. Ils partent du principe qu'il s'agit d'un débat d'idées où deux visions politiques et idéologiques du monde s'affrontent. Néanmoins, certains reconnaissent ne pas parler du sujet dans certaines situations pour éviter les conflits et ménager leurs relations sociales. D'autres, en revanche, déclarent avoir parfois peur de leur image aux yeux des autres.

Encadré 19

Q : As-tu déjà eu peur de donner ton opinion au sujet de l'environnement ?

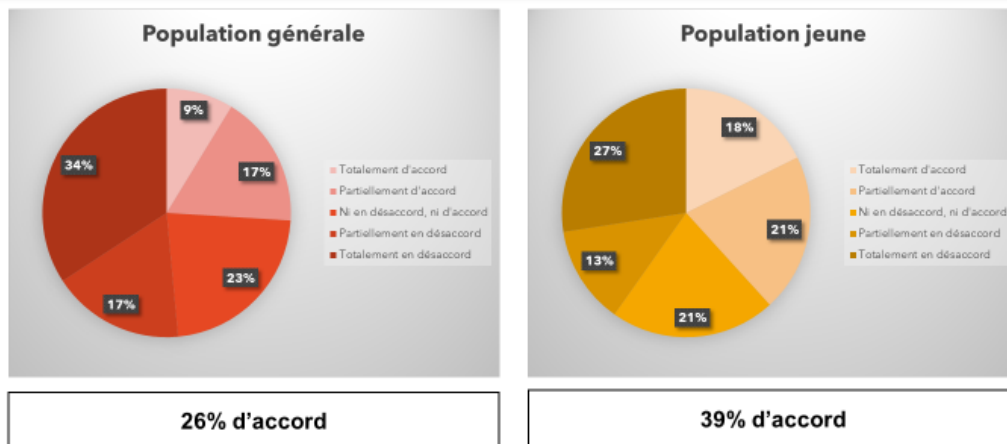
R : « Bon peur de passer pour un débile oui. C'est ce qui me pousse à ne pas le donner du coup. Mais [rires], mais peur, j'ai pas peur qu'on me tabasse parce que je crois pas au réchauffement climatique. Mais oui forcément comme, pareil comme pour les platistes en fait, on se dit "oh ils sont bêtes, ils pensent que la terre est plate", c'est pas vraiment ça l'intérêt. C'est surtout de vérifier soi-même et d'apporter une contradiction à des choses qu'on pense acquises. Ça voilà, c'est ça qui me gêne plutôt, ce que les gens n'acceptent pas cette contradiction, n'acceptent pas de remettre en question leurs idées, et que du coup dans leur fanatisme injustifié [...] ; bin, du coup me traitent comme un hérétique, voilà [rires] et me délaissent totalement, ne s'intéressent pas à moi, peu importe ce que je pourrais apporter comme arguments ou autre. Et voilà simplement être évincé [évacuation] d'un groupe social, être mal vu, pris pour un débile voilà vraiment, se retrouver à part ».

Jonathan, 19 ans (se dit climatosceptique)

4.3 « On se moque parfois de mes opinions au sujet de l'environnement ».

L'expression de l'engagement en faveur de l'environnement revient à afficher une partie de ses convictions au regard des autres. Cette exposition comporte toujours le risque d'un étiquetage, voire de stigmatisation. Même si nous pouvons imaginer qu'elle soit moins stigmatisée qu'autrefois, l'étiquette « écolo » persiste selon les jeunes de l'enquête. Du moins, les opinions au sujet de l'environnement semblent toujours sujettes aux moqueries. Ainsi, il importe sans doute de distinguer deux échelles dans lesquelles les opinions au sujet de l'environnement peuvent s'exprimer. D'une part, une échelle plus globale où elle s'inscrit dans la tendance admise d'une nécessité d'aller dans le sens de la transition écologique. A cette échelle, les moqueries ne sont pas admises, elles contreviennent à la norme. D'autre part, à l'échelle de certaines interactions, l'expression de ses opinions à ce sujet se heurte à des normes qui viennent se suppléer à celles communément admises. C'est ici la norme qui prévaut au sein d'un groupe de pairs, par exemple. Or, dans le contexte contemporain, nous savons que les individus passent régulièrement de groupes à d'autres où les normes ne sont jamais exactement les mêmes, ce qui explique peut-être en partie les résultats obtenus. En effet, notre enquête montre que 26% de l'ensemble des Français.es et 39% des jeunes de 15-24 ans déclarent qu'on se moque parfois de leurs opinions au sujet de l'environnement. Il n'y a presque pas d'écart entre ces résultats et ceux de la région Nouvelle-Aquitaine où 25% des populations et 40% des jeunes de 15-24 ans valident cette affirmation.

« On se moque parfois de mes opinions au sujet de l'environnement ».



Il est à noter que le sentiment de honte, éprouvé par une partie des Français.es, a souvent été évoqué en lien avec le fait d'être parfois exposé à des moqueries à cause des opinions exprimées sur les enjeux environnementaux et climatiques. C'est ce que nous ont dit régulièrement certains des répondant.es éco-engagé.es de notre étude qualitative (encadré 20).

Encadré 20

Q : Est-ce que vous avez quelque chose qui vous vient en mémoire et qui ait un rapport avec cette honte de se prononcer sur le sujet ? Est-ce qu'il y a un instant dans vos discussions dont vous vous souvenez, qui a fait que vous vous êtes auto-censuré ou que vous avez eu honte ?

R : « Je me souviens que j'étais en voiture avec des collègues, pas de l'université, dans un métier que je faisais avant la fac, et on discutait, et ils expliquaient que pour l'entreprise, ils risquaient d'acheter des voitures électriques, et c'était pas du tout adapté au métier qu'on faisait. Et du coup, ils se mettaient à rire et ils expliquaient que la voiture électrique c'était plus polluant que la voiture essence, ce en quoi je crois puisque c'est factuel, et en fait là ils se sont mis à railler sur les gens qui étaient pour l'environnement, et du coup j'ai pas relevé parce qu'ils disaient des conneries aussi dans le tas, mais j'ai préféré rien dire parce que ça me mettait mal à l'aise, c'est vrai, ça me mettait mal à l'aise. Parce que d'un côté ils avaient raison, le choix était totalement stupide, mais de l'autre ils étaient aussi profondément de mauvaise foi ou peut-être qu'ils manquaient de données, mais en fait ça m'a mis mal à l'aise, j'étais tiraillé ».

Clément, 24 ans (éco-engagé dans une association).

De nombreux jeunes de 15-24 ans opposé.es à l'engagement écologique déclarent aussi être parfois confronté.es à des moqueries de la part de personnes qui ne partagent pas leurs opinions sur le sujet, notamment sur le réchauffement climatique dont ils doutent, réfutent ou relativisent l'impact des activités humaines. Ainsi à l'étiquette « d'écolo » se substitue ici l'étiquette du « climatosceptique ».

Encadré 21

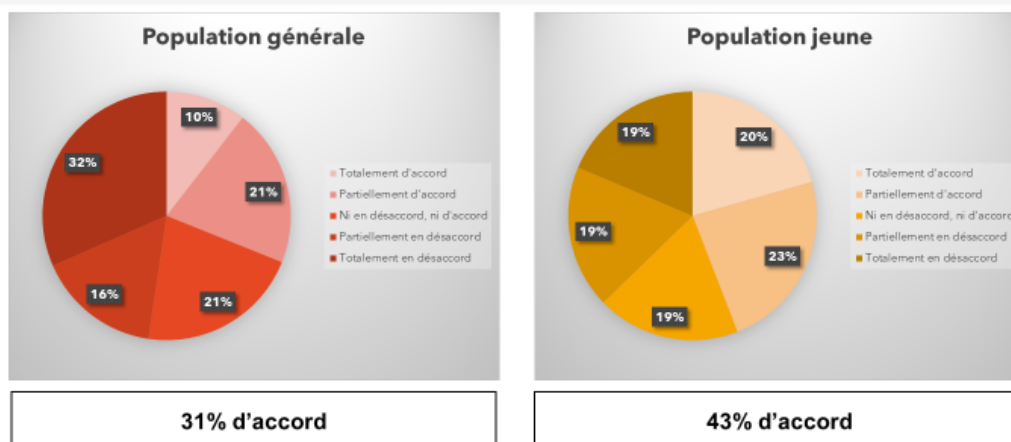
Q : As-tu déjà eu honte de donner ton opinion au sujet de l'environnement ?

R : « [...] Si je savais que ce n'était pas le moment où l'endroit propice, que mes idées seraient mal reçues, je les ai tout simplement gardées pour moi. Mais après oui effectivement, je pense que beaucoup de personnes se moquent des personnes qui ne croient pas en le réchauffement climatique, y a le fameux, la caricature du type qui sort et puis tu vois il fait frais et du coup il dit "ah bah le réchauffement climatique ça existe pas parce que il neige ". Mais non l'argument c'est pas ça. Bien sûr que la terre peut se réchauffer tout en neigeant. Personne ne le nie. Donc c'est ça en fait, c'est, certes il t'a une volonté de ridiculiser les personnes climato-sceptiques, mais à côté bon si tu gardes ton opinion pour toi, comme pour tout, alors on va dire j'ai l'habitude j'suis de droite donc [rires], j'ai l'habitude de pas donner mon opinion en public, mais voilà ».
Jonathan, 19 ans (se dit climatosceptique).

4.4 « J'entre parfois en conflits avec d'autres personnes à cause de mes opinions sur la situation de l'environnement ».

Le sujet des conflits liés aux opinions sur le sujet de l'environnement est une autre manière de questionner les freins éventuels à l'expression de ses opinions. 31% des Français.es et 44% des jeunes de 15-24 ans déclarent entrer parfois en conflits avec d'autres personnes à cause de leurs opinions sur la situation environnementale. En Nouvelle-Aquitaine, 25% de l'ensemble de la population et 40% des jeunes de 15-24 ans disent rencontrer parfois les mêmes difficultés.

« J'entre parfois en conflits avec d'autres personnes à cause de mes opinions sur la situation de l'environnement ».



Parmi nos répondant.es de l'étude qualitative, 6 jeunes éco-engagé.es seulement sur les 28 interrogé.es du 10 avril au 20 juin 2021 déclarent n'avoir jamais eu de conflits à cause de leurs opinions sur la question. Les raisons évoquées pour justifier cette absence de conflits dans le cadre de leurs interactions en tant que jeunes éco-engagé.es sont l'entre-soi, le consensus climatique, la prise de conscience généralisée du réchauffement climatique, la protection de l'État français, le fait de ne pas culpabiliser les interlocuteurs et de ne pas les brusquer (encadré 22). On voit que l'essentiel des jeunes éco-engagé.es déclare cependant vivre des situations de conflits liés à l'expression de leurs opinions sur les enjeux environnementaux.

S'ils déclarent majoritairement ne pas/plus avoir honte de l'étiquette d'écolo, les moqueries dont ils sont parfois l'objet et qui visent leurs opinions sur l'environnement provoquent souvent des situations conflictuelles étant donné que les éco-engagé.es disent accorder plus

d'importance aux idées qu'à l'étiquette qu'on peut leur attribuer ou qu'ils assument en signe de leur engagement écologique. En outre, les conflits vécus en raison d'opinions exprimées sur le sujet de l'environnement ne sont pas toujours relatifs aux clivages entre éco-engagement et non-, voire contre-engagement puisqu'au sein des mouvements éco-engagés, il y a des désaccords qui conduisent à des conflits internes. Les retours d'expérience des jeunes militant.es de l'environnement nous ont permis de documenter ces aspects. Beaucoup de conflits naissent du rapport à la ligne directrice à suivre dans le cadre des activités militantes. C'est surtout par rapport aux actions qui sont censées traduire leurs opinions que naissent alors les conflits. Ces situations sont notamment l'expression d'une opposition d'idées entre les militant.es modéré.es et les militant.es qui défendent des opinions plus radicales. Au sein d'un groupe militant, le fait aussi de mésestimer ou de déprécier les opinions des uns ou des autres génère des conflits, d'après nombre de nos répondant.es.

Encadré 22

Q : T'arrive-t-il d'avoir des conflits avec les autres à ce sujet ?

« à certains moments je dis rien, je laisse couler, j'en parle pas parce que je sais que ça va créer des conflits, je sais que la personne va peut-être se moquer, et moi après ça va m'énerver. Donc, je sais pas si c'est une honte parce que j'aime bien dire aussi que j'agis et peut-être faire agir d'autres personnes ».

Marie, 18 ans (éco-engagé avec Youth For Climate).

Enfin, les conflits sont aussi vécus, d'après les jeunes qui défendent l'environnement, dans le cercle familial proche, dans les groupes d'amis (même éco-sensibilisés, non-engagés) et aussi dans le milieu professionnel. Ces conflits sont parfois relatifs à la vision que les jeunes peuvent avoir de leurs aîné.es, accusé.es, non seulement d'avoir sacrifié leur avenir, mais aussi de continuer à maintenir un train de vie en contradiction avec la transition environnementale. Derrière ces conflits générés par les opinions sur l'environnement se révèle parfois l'idée que « nous faisons des efforts au nom de l'écologie » alors que « vous adhérez à des modes de consommation qui détruisent la planète » (encadré 23).

Encadré 23

Q : T'arrive-t-il d'avoir des conflits avec les autres à ce sujet ?

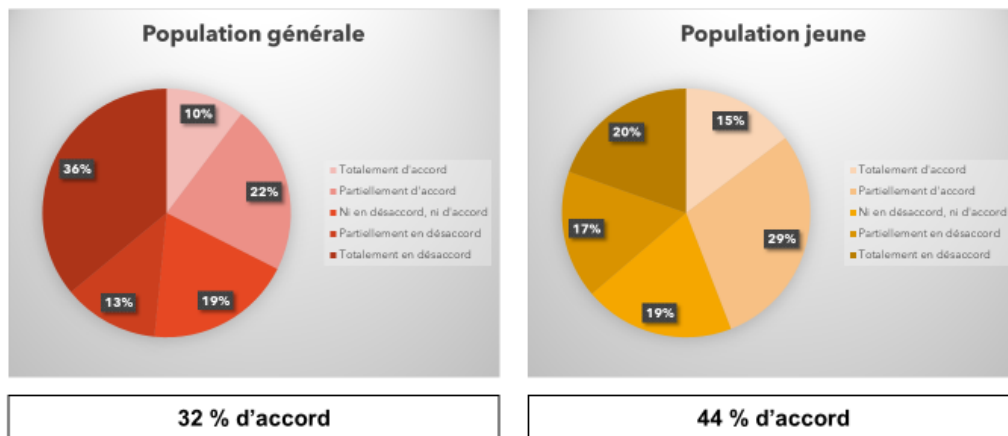
R : « Ah oui, oui, surtout avec mon père qui, lui, est conscient de la question environnementale mais finalement, ce flou médiatique dont on parlait, et aussi la question de génération, font qu'en fait, il arrive pas à prendre au sérieux la politique climatique [...]. Et bien sûr, je me prends la tête avec des collègues, avec des amis aussi. Mais c'est pas des débats comme on pourrait avoir sur la laïcité ou d'autres choses, c'est des débats où y'a quand même un assez gros consensus pour dire qu'il y a un problème, c'est plus un débat sur "comment on fait ?", c'est plus un débat sur "est-ce qu'il y a un problème environnemental ou pas ?" [...] Après, je pense que c'est un sujet qui inquiète, et quand un sujet inquiète, il devient conflictuel, et du coup comme on est inquiet on se rentre dedans frontalement. Les plus modérés se font bouffer par les moins modérés, et les moins modérés se font vilipender par les plus modérés. Même c'est compliqué de penser gris alors qu'il y en a qui pensent tout blanc ou tout noir. On se ferme au débat en fait ».

Clément, 24 ans (éco-engagé dans une association).

4.5 « Je partage des informations au sujet de l'environnement sur les réseaux sociaux ».

L'expression des opinions sur l'environnement déborde les frontières des interactions physiques pour occuper une place importante sur les réseaux sociaux largement investis par les jeunes. 32% de l'ensemble de la population contre 44% des jeunes de 15-24 ans « partagent des informations au sujet de l'environnement sur les réseaux sociaux ».

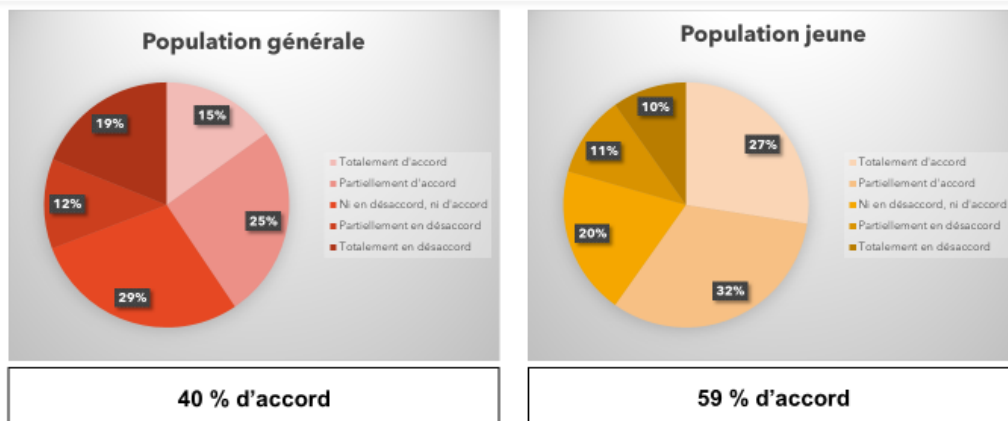
« Je partage des informations au sujet de l'environnement sur les réseaux sociaux ».



4.6 « Je pense que les réseaux sociaux permettent d'exprimer sans crainte ses opinions sur les enjeux environnementaux ».

Nous avons donc voulu savoir si les Français.es considèrent les réseaux sociaux comme des contextes plus sécurisants pour exprimer leurs opinions sur l'environnement. Précisément, nous leur avons demandé s'ils estiment qu'on peut partager sans crainte son opinion sur le sujet dans les réseaux sociaux qui peuvent garantir plus souvent l'anonymat et permettre éventuellement d'éviter la confrontation, avec l'autre, en face-à-face.

« Je pense que les réseaux sociaux permettent d'exprimer sans crainte ses opinions sur les enjeux environnementaux ».



Après avoir interrogé les Français.es sur la place de la honte, de la peur et des conflits dans l'expression de leurs opinions sur les enjeux environnementaux, nous leur avons donc demandé de se positionner pour savoir si cela s'appliquait aussi à l'expression de leurs opinions sur les réseaux sociaux.

Le pourcentage de jeunes déclarant avoir parfois vécu un sentiment de honte et de peur ou qui disent avoir vécu des conflits relatifs à leurs opinions sur l'environnement sur les réseaux sociaux est toujours plus important que les pourcentages obtenus, sur les mêmes sujets, pour l'ensemble de la population. Ainsi, lorsque nous demandons aux répondants de se positionner sur l'affirmation suivante : « les réseaux sociaux permettent d'exprimer sans crainte ses

opinions sur les enjeux environnementaux », 40% des Français.es en général sont d'accord. Ce pourcentage monte à 59% chez les jeunes de 15-24 ans. En d'autres termes, les jeunes, qui sont aussi plus nombreux à partager de l'information au sujet de l'environnement sur les réseaux sociaux, déclarent aussi plus souvent exprimer sans crainte leurs opinions sur ceux-ci au sujet des enjeux environnementaux.

Encadré 24

Q : Selon toi, est-ce que la honte, la peur et les conflits s'appliquent aussi sur les réseaux sociaux ?

R : « Oui, pour moi les réseaux sociaux ça peut être un super outil mais ça peut aussi générer pas mal de haine et de colère. Et je pense que le problème aussi avec les réseaux sociaux c'est le fait qu'on soit enfermé dans une certaine bulle de pensée parce qu'on a des contenus qui sont en lien avec ce qu'on regarde et ce qu'on aime, l'algorithme va toujours nous proposer des choses qui vont dans notre sens [...], donc on se persuade que oui c'est ça. Et puis d'autres auront d'autres éléments, selon leurs centres d'intérêt, et puis ils penseront différemment, et puis ils vont dire : "Non mais t'es trop con !". Et du coup y a une incompréhension renforcée parce que les gens sont dans leur petite bulle alors que juste en se voyant peut-être en vrai et en interagissant en vrai, parce que les réseaux sociaux je trouve que c'est facile d'insulter les autres parce qu'on est derrière notre ordinateur, ça va, mais en vrai c'est différent quand même. [...] ».

André, 23 ans (éco-engagé dans une association).

R : « Alors, j'ai beaucoup moins peur sur les réseaux sociaux de donner mon avis, et quand je dois le donner je le donne, pour le coup j'avoue que je suis beaucoup plus libre sur les réseaux parce que les gens ne me connaissent pas [...], et c'est presque cet anonymat qui me permet de donner mon avis. Mais c'est aussi cet anonymat qui rend les discussions dangereuses parce que les gens n'ont pas peur de vous insulter et de vous menacer de mort au lieu de donner des arguments qui plaideraient pour leur cause, en fait ils préfèrent directement la violence verbale, et c'est ça aussi qui rend les débats très compliqués, et sur les réseaux sociaux je n'appelle pas ça vraiment des débats, mais simplement des exposés d'opinions, et en sortant d'un débat de ce type-là on n'apprend rien ».

Amandine, 16 ans (éco-engagé dans une association).

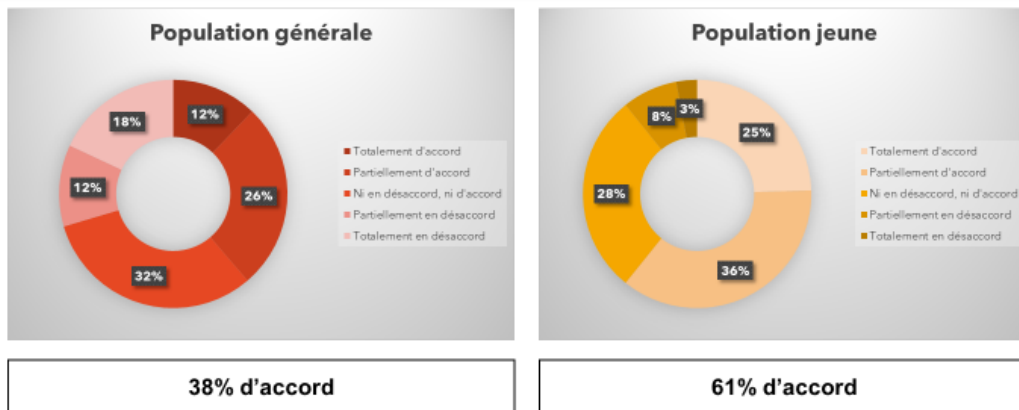
R : « Je ne le fais pas, car sur ces réseaux il y a une trace qui reste et cela peut se retourner contre toi à tout moment parce que j'en suis consciente et je ne partage pas n'importe quoi sur les réseaux sociaux. Je peux faire des posts sur Instagram, ce n'est pas pour cela je vais écrire un gros texte sur mon avis politique, écologique. Je fais une grande différence entre la vraie vie et les réseaux sociaux ».

Xali, 18 ans (éco-engagé dans Youth For Climate).

4.7 « Depuis la crise sanitaire, les réseaux sociaux jouent un rôle plus important dans la promotion de la défense de l'environnement ».

Nous avons vu que seulement 32% des Français.es et 44% des jeunes de 15-24 ans partagent des informations relatives à l'environnement sur les réseaux sociaux. En contexte de crise sanitaire, 38% de l'ensemble de la population française et 61% des jeunes déclarent que les « réseaux sociaux jouent un rôle plus important » dans l'engagement écologique. En d'autres termes, les jeunes, qui sont plus nombreux à déclarer partager de l'information en ligne au sujet de l'environnement, sont également et sans surprise plus nombreux à estimer que les réseaux sociaux jouent un rôle plus important dans la promotion de la défense de l'environnement depuis la crise sanitaire.

« Depuis la crise sanitaire, les réseaux sociaux jouent un rôle plus important dans la promotion de la défense de l'environnement ».

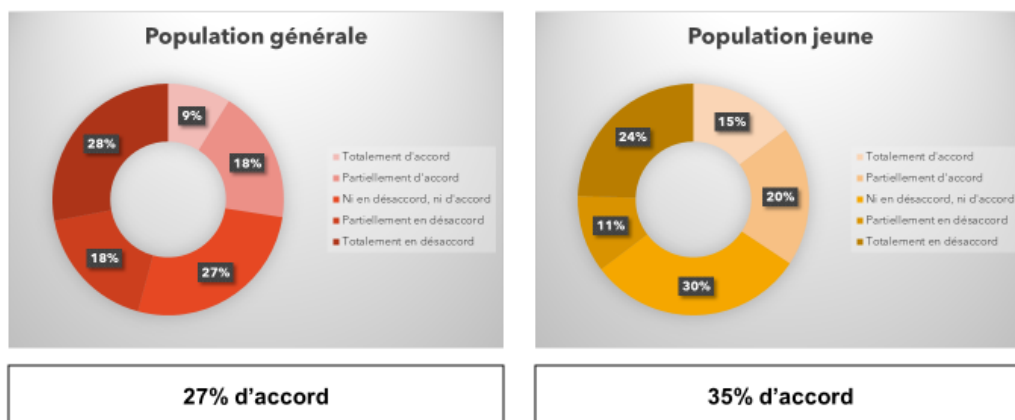


L'hypothèse selon laquelle les mesures de restrictions de déplacements et des rassemblements ont poussé les jeunes militant.es à favoriser l'expression de leur engagement sur internet semble plus que pertinente. Les manifestations étant plus difficiles à tenir, sinon interdites, et les actions se déroulant dans les espaces physiques étant devenues impossibles (par exemple, le nettoyage collectif de plage) pendant une période de la crise sanitaire ont donné lieu à des adaptations. Cela coïncide avec l'augmentation significative de l'usage des réseaux sociaux en temps de pandémie⁹.

4.8 « Depuis la crise sanitaire, il est plus difficile d'exprimer ses opinions sur les enjeux environnementaux ».

27% de la population française et 35% des jeunes de 15-24 ans estiment qu'il est plus difficile d'exprimer ses opinions sur les enjeux environnementaux depuis la crise sanitaire. Au contraire, 56% de l'ensemble de la population et 35% des jeunes ne sont pas d'accord avec cette idée.

« Depuis la crise sanitaire, il est plus difficile d'exprimer ses opinions sur les enjeux environnementaux ».



⁹ Lire l'article de Clément Arbrun « [Environnement : comment manifester et militer en pleine épidémie de Covid-19 ? - Terrafemina](#) ». Publié le 22 avril 2020.

1/3 des 15-24 ans ne sont donc pas d'accord avec cette affirmation ; 1/3 ne sont ni en désaccord, ni en accord et le dernier tiers se déclare en désaccord.

Notre enquête qualitative semble montrer que plusieurs éco-engagé.es de 15-24 ans considèrent qu'il est plus compliqué d'exprimer ses opinions sur les enjeux environnementaux depuis la crise sanitaire (encadré 25). Les raisons évoquées pour justifier ces difficultés sont, entre autres, la montée des discours de haine qui visent les militant.es accusé.es de propager le virus à travers leurs rassemblements, d'une part, et l'idée selon laquelle le sujet de la pandémie aurait pris toute l'attention et l'énergie des Français.es, d'autre part. La population française ne percevrait également pas le lien entre le virus et l'écologie. D'autres affirment aussi que les moyens de se mobiliser pour l'environnement ont été restreints pendant la crise sanitaire. Un dernier argument mis en avant est qu'il y aurait un brouillage du discours sur les enjeux environnementaux par des « spécialistes auto-proclamés » plus souvent invités dans les médias depuis la crise sanitaire.

Encadré 25

Q : Selon toi, est-il plus compliqué de s'exprimer à ce sujet depuis le début de la crise sanitaire ? Pourquoi ?

R : « C'est plus sensible, c'est un sujet qui est vachement plus sensible, on a vu les polémiques avec les maires écologistes, donc je pense que oui, c'est un sujet qui est vachement plus sensible, et avec le greenwashing actuel c'est aussi plus compliqué, on est face à des gens qui nous disent : "Si, regardez, on prend des mesures". Et nous on leur dit : "Non, ce sont pas des réelles mesures". Mais pour eux, dans leurs têtes, c'est vraiment des choses importantes et utiles, qui vont servir et qui font déjà effet, alors que c'est parfois pas du tout le cas. Et donc oui, y'a une complexité autre qu'avant à ce sujet ».

Évan, 15 ans (éco-engagé dans Youth For Climate).

Les arguments sont également variés chez les éco-engagé.es affirmant qu'il n'est pas plus compliqué de parler d'environnement depuis la crise sanitaire (encadré 26). Il s'agit entre autres du fait que la crise sanitaire aurait provoqué une prise de conscience et rendu les gens plus réceptifs aux opinions de l'écologie, notamment parce qu'elle aurait transformé leur rapport à la nature durant les épisodes de confinement. Un dernier élément évoqué est que la crise sanitaire a pu être utilisée comme un argument supplémentaire dans les opinions sur l'environnement.

Encadré 26

Q : Selon toi, est-il plus compliqué de s'exprimer à ce sujet depuis le début de la crise sanitaire ? Pourquoi ?

R : « Oh non pas du tout non. Non, non c'est même plutôt l'inverse je pense. [...] Il y a eu différents éléments qui vont dans le sens d'une prise en compte de l'environnement beaucoup plus importante, à la fois par rapport à la santé humaine mais aussi par rapport au confinement ». Luc, 22 ans, militant Attac

R : « Non, au contraire, j'ai l'impression que les gens sont plus réceptifs car ils voient les conséquences concrètes, et quand tu leur dis que la crise sanitaire c'est cool mais que ça va être pire après, ils disent : "Ah ok !" ». Julien, 24 ans (éco-engagé dans une association).

Si près des 3/4 des jeunes éco-engagé.es rencontré.es lors d'entretiens ont dit que la crise sanitaire a rendu plus compliqué l'expression de leurs opinions sur les questions environnementales, la quasi-totalité des jeunes opposé.es au mouvement écologique estiment que la crise n'a pas rendu plus compliquée l'expression de leurs opinions sur la question (encadré 27). En fait, les jeunes qui doutent, relativisent ou réfutent le changement climatique d'origine anthropique que nous avons rencontrés sont plutôt unanimes pour dire que l'expression des opinions sur l'environnement n'est pas plus difficile depuis la crise sanitaire. Ils estiment généralement

que la pandémie n'a rien changé à ce sujet et qu'elle a même renforcé, chez certains, leurs convictions sur la nécessité de mettre fin à la mondialisation actuelle au profit de la souveraineté de l'État français. La crise a libéré la parole, disent-certains, sur la question du protectionnisme et de la consommation locale.

Encadré 27

Q : Selon toi, est-il plus compliqué de s'exprimer au sujet de l'environnement depuis le début de la crise sanitaire ?

R : « Non, je pense d'ailleurs que ça s'est bien facilité. Je pense que ça s'est facilité puisque justement, il y a eu une sorte de rejet de la mondialisation, y'a eu un nouvel argument qui a été apporté à la table du local, pour avoir la souveraineté et donc de ne plus dépendre des autres pays. Et par conséquent du coup effectivement ça a débloqué la parole sur tout ce qui est protectionnisme, consommation locale, abandonner tout ce qui est mondialisation et... [...]. Ouais, en soi, ça n'a pas poussé les gens à croire qu'il n'y avait pas de réchauffement climatique. Mais ça a encouragé les gens à comprendre que, effectivement les soucis...il y avait des soucis avec notre mode de vie actuel, des soucis pour l'environnement, et que ces soucis pouvaient en partie être réglés par le fait de consommer local, etc., des choses comme ce que je prône. [...] Des choses que je prône en tant que droitard et pas en tant qu'écologiste [...] ».

Jonathan, 19 ans (se dit climatosceptique).

4.9 Résumé - L'expression des convictions sur les enjeux environnementaux n'est pas sans risques

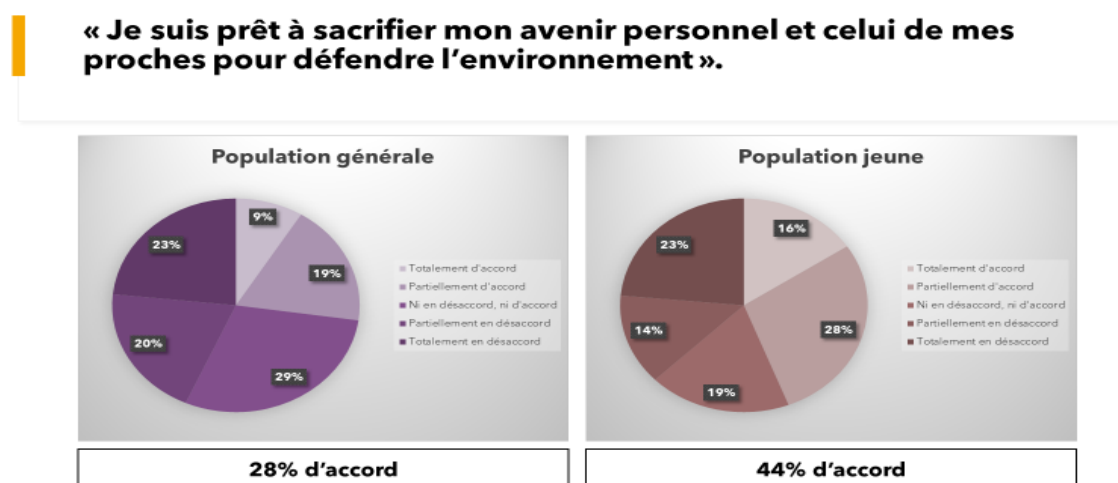
Les résultats de l'étude montrent que les conflits, les moqueries ainsi que les sentiments de honte et de peur concernent davantage les Français.es de 15-24 ans que l'ensemble de la population. En effet, entre 30 et 43% des jeunes déclarent être parfois confrontés à ces phénomènes lorsqu'ils expriment leurs opinions sur les enjeux environnementaux. Alors que 32% de la population générale et 44% des jeunes de 15-24 ans déclarent partager sur les réseaux sociaux des informations sur ces questions ; 31% de l'ensemble de la population et 21% des jeunes de 15-24 ans sont en désaccord avec l'idée qu'internet permet d'affirmer sans crainte ses opinions au sujet des enjeux environnementaux. Si le pourcentage de personnes semblant partager des informations à ce sujet sur internet et le pourcentage de personnes considérant qu'on peut s'y exprimer sans crainte est pratiquement le même chez la population en générale, ce n'est pas le cas chez les jeunes. 44% semblent partager des informations à ce sujet, mais 21% déclarent ne pas être d'accord avec l'idée qu'on peut s'exprimer sur internet sans crainte. Ainsi, les jeunes de l'enquête semblent vivre des expériences polarisées entre, d'une part, ceux et celles qui ont trouvé un espace pour s'affirmer et, d'autre part, ceux et celles qui ont fait l'expérience de l'adversité, voire du mépris. L'enquête qualitative a fourni beaucoup d'éléments relatifs aux difficultés rencontrées sur les réseaux sociaux dans l'expression des opinions sur les questions environnementales et climatiques chez les jeunes. Enfin, les résultats de l'étude quantitative montrent que la crise sanitaire affecte moins l'expression des opinions sur les enjeux environnementaux via les réseaux sociaux. Cela concerne surtout les jeunes Français.es qui sont 61% à déclarer que ces types de médias « jouent un rôle plus importance dans la défense de l'environnement » depuis la pandémie.

5. INTENSITÉ DES CONVICTIONS

Les nombreuses et fortes mobilisations des militants de la cause environnementale et climatique ont fait l'objet d'études qui confirment que les Français.es, notamment les jeunes, sont de plus en plus sensibles à l'environnement (A. Koschmieder et al., 2019, CREDOC, etc.). Certains chercheurs soutiennent même que les Français.es se radicalisent sur les enjeux environnementaux (Stéphane La Branche, 2019 ; Élisabeth Gravier et Stéphane Labranche, 2020). A travers notre échantillon représentatif de la population française, nous avons questionné quelques aspects de cette « intensification des convictions » sur les enjeux climatiques et environnementaux.

5.1 « Je suis prêt à sacrifier mon avenir personnel et celui de mes proches pour défendre l'environnement ».

28% de l'ensemble de la population française et 44% des jeunes de 15-24 ans sont d'accord avec l'idée de sacrifier leur avenir et celui de leurs proches pour défendre l'environnement. Ces résultats sont presque les mêmes qu'en Nouvelle-Aquitaine avec 24% chez l'ensemble de la population et 40% chez les 15-24 ans.



Être prêt à sacrifier son avenir et celui de ses proches pour la cause environnementale est l'expression de ce que C. Guibet Lafaye (2017 : 18) appelle un « engagement total », traduit aussi par « engagement radical ». L'engagement écologique est, pour certains, un sacrifice puisqu'il est associé à la notion d'effort et de risque pour soi et pour ses proches¹⁰. Par conséquent, au-delà de l'idée de renoncer à perpétuer et à entretenir le modèle d'existence « normal », prendre le risque d'une transformation de son avenir implique de sacrifier également celui de ses proches (encadré 28).

¹⁰ Un autre projet de recherche que nous avons mené, ECOTIC, traite bien de la perception du risque dans l'engagement écologique des jeunes Français.es. [ECOTIC - TRansitions Energétiques et Environnementales - Université de Pau et des Pays de l'Adour \(UPPA\) \(univ-pau.fr\)](#). Reconsulté le 09 février 2022.

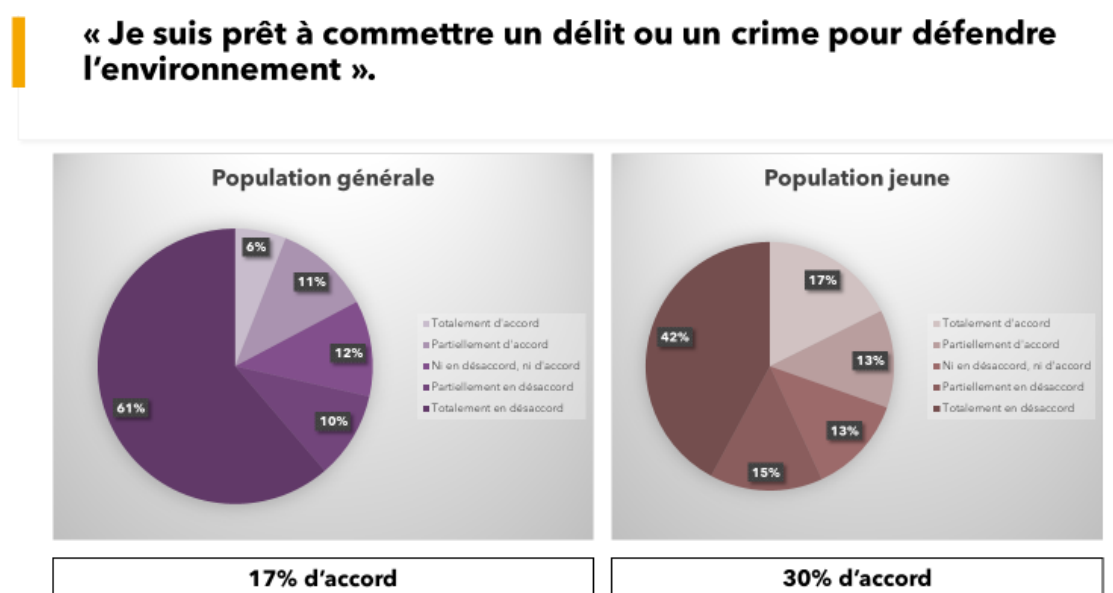
Encadré 28

R : « Bien sûr, ceux qui ne comprennent pas pourquoi je fais ça, pourquoi est-ce que je "m'empêche de vivre" parce qu'on me le dit souvent. Mais souvent, en fait, c'est relativement le même type de personne, on peut pas mettre les gens dans des cases mais y a ceux qui comprennent ton combat mais ils ne souhaitent pas réellement agir parce que c'est très contraignant, et je le comprends, c'est fatigant dès fois de se dire : "Je suis passionnée de mode mais je n'achèterai pas ce vêtement parce que l'industrie textile est la deuxième plus polluante au monde". Et donc, je comprends, c'est contraignant, et il faut savoir faire des sacrifices parfois, et donc je comprends qu'on ne puisse pas s'engager. Mais y'en a d'autres aussi qui ne comprennent pas et qui simplement s'en moquent, ceux qu'on appelle les climatosceptiques, et on pense que ça n'existe pas, mais si, si, y'a des gens qui pensent que le réchauffement climatique et le dérèglement climatique sont des inventions, que ça n'existe pas, et que ce qui compte c'est leur propre confort et l'économie ».

Amandine, 16 ans (éco-engagé dans une association).

5.2 « Je suis prêt à commettre un délit ou un crime pour défendre l'environnement ».

Nous avons vérifié comment les Français.es se positionnent par rapport à l'idée de poser des actes délictueux et criminels au nom de la défense de l'environnement. Nos résultats montrent que 17% de l'ensemble des Français.es et 30% des jeunes de 15-24 ans sont d'accord avec cette idée. En région Nouvelle-Aquitaine, les proportions sont sensiblement les mêmes avec 13% de la population général contre 32% des jeunes de 15-24 ans.



Ceux qui se disent prêts à commettre des délits ou des crimes expriment des formes d'engagement radical en ce sens qu'ils « *acceptent au moins en théorie le recours à des formes non-conventionnelles d'action politique éventuellement illégales, voire violentes.* (I. Sommier, 2012 : 15) ». Interrogé.es sur les actions qui permettraient de changer l'avenir de la planète, la plupart des jeunes militant.es français.es de l'environnement considèrent les écogestes certes importants mais insuffisants pour changer la société. Certains vont alors valider l'idée de recours à des actions illégales et, dans certains cas, le recours à des actions violentes. Les actes délictueux et criminels sont envisagés alors comme étant des actions complémentaires car plusieurs jeunes répondant.es éco-engagé.es considèrent la crise environnementale comme systémique. Même s'ils sont loin d'être majoritaires, certains pensent que le régime de fonctionnement actuel des institutions n'est pas en pleine mesure de lui trouver une solution (encadré 29).

Encadré 29

« [...] les écogestes, etc., c'est bien, mais y'a pas que ça qui peut faire changer les choses. Mais je trouve que c'est déjà mieux que ce que le gouvernement et les entreprises font parce qu'au moins les citoyens font quelque chose et ils essaient de leur côté, même si c'est une façon un peu impuissante de faire quelque chose parce qu'on sait bien que ça va pas tout changer, mais déjà je trouve ça bien. [...] Nous à, Youth For Climate, par exemple, on essaie d'agir en faisant des actions de désobéissance civile, en faisant des manifestations, en étant dans des luttes locales, etc., et je trouve déjà ça un peu mieux. Après, on sait bien qu'on essaie de faire plein de choses et qu'on n'a pas un impact énorme parce que les entreprises et le gouvernement ont le pouvoir un peu de faire complètement changer les choses. »

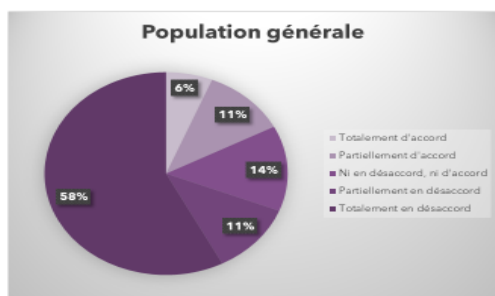
Marie, 18 ans (éco-engagé avec Youth For Climate).

Chez certains militants, les actions citoyennes devraient monter en intensité pour, d'une part, contraindre les gouvernants et les industriels pollueurs à changer de politique et de mode de production et, d'autre part, pour imposer de nombreux comportements éco-responsables aux populations. Certains de nos répondant.es éco-engagé.es, qui disent vouloir « aller plus loin » pour vaincre « l'inaction climatique » partagent une vision systémique de la crise écologique mais aussi l'idée que leurs actions doivent leur permettre d'accéder aux sphères du pouvoir.

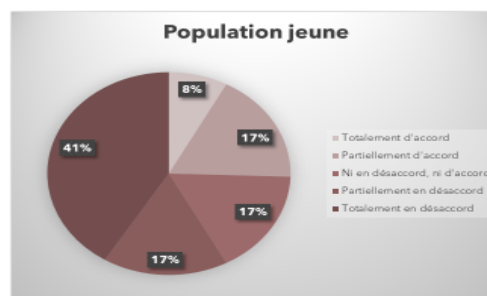
5.3 « Le recours à la violence physique est parfois justifié pour défendre l'environnement ».

Nous avons voulu vérifier si, pour les Français.es, « le recours à la violence physique est parfois justifié pour défendre l'environnement ». Les résultats sont sensiblement les mêmes que pour l'affirmation sur les « délits et les crimes ». Ainsi, 17% des Français.es, en général, et 25% des jeunes de 15-24 ans sont d'accord avec l'affirmation sur le recours à la violence. En région Nouvelle-Aquitaine, 14% de l'ensemble de la population est d'accord avec celle-ci. Il y a une légère spécificité chez les jeunes de 15-24 ans car, dans la région, 16% d'entre eux sont « totalement d'accord » contre environ 8% des jeunes de la même tranche d'âge au niveau national.

« Le recours à la violence physique est parfois justifié pour défendre l'environnement ».



17% d'accord / 69% en désaccord



25% d'accord / 58% en désaccord

Dans nos entretiens qualitatifs, peu de répondant.es envisagent le recours à la violence physique. Cependant, ce type d'actions est parfois envisagé lorsque les militant.es estiment que la situation est urgente ou que les mouvements font l'objet de restrictions injustifiées (encadré 30).

Encadré 30

Q : Selon toi, quelle serait la meilleure manière d'éduquer les adultes à l'environnement ?

R : « C'est une bonne question, c'est bien plus compliqué pour les adultes. Je pense qu'en fait chacun a sa sensibilité, une fois adulte chacun apprend d'une manière différente. Y'a des gens, par exemple, qu'on va devoir brusquer, qu'on va devoir mettre devant le fait accompli pour qu'ils se mettent à agir, et d'autres gens il va falloir vraiment les brosse dans le sens du poil, leur montrer petit à petit, étape par étape, donc c'est quelque chose qui est vraiment complexe et qui doit se faire, je pense, au fil du temps, petit à petit, même si le temps nous est compté, c'est quelque chose qui pourra pas être fait rapidement. [...] Brusquer ça peut être de plein de manières, ça peut être la punition à chaque fois qu'il y a un mauvais geste qui est fait, ou ça peut être des menaces, ou je sais pas, c'est des choses qui sont moins souhaitables que brosse dans le sens du poil où on va vraiment accompagner la personne en lui répétant certaines choses plusieurs fois ».
Bertrand, 19 ans (éco-engagé dans une association).

La violence envisagée par la plupart des jeunes éco-engagé.es vise en très grande majorité les institutions et le matériel, pas les personnes. La seule exception notable est le cas des actions de désobéissance civile qui, dans certains cas, justifierait le passage à la violence physique lors de confrontation avec les forces de l'ordre sous un mode « défensif » (encadré 31).

Encadré 31

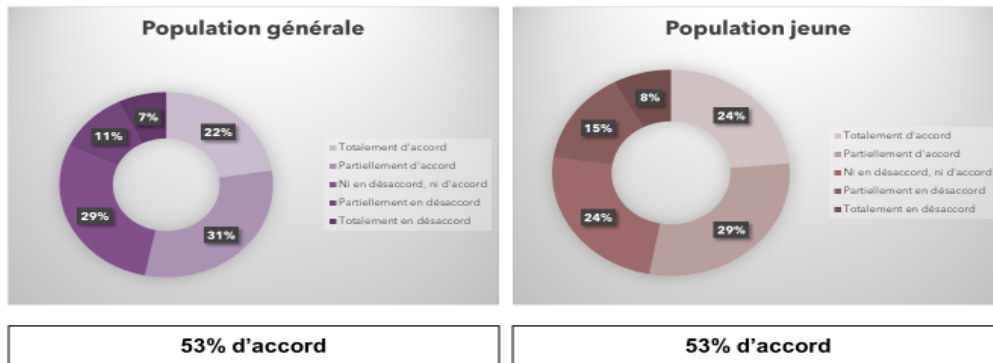
Q : Selon toi, peut-on comprendre que des personnes se radicalisent à ce sujet ?

R : « Je peux tout à fait comprendre que des personnes se radicalisent, la radicalité c'est le fruit d'une colère face à l'inaction, et je pense qu'il y a des personnes plus radicales que moi prêtes à commettre des actions plus violentes physiquement. Moi, la violence que je prône elle est purement symbolique face aux institutions, mais elle est en aucun cas physique. Mais par exemple, les black blocs de Lorraine étaient là à la dernière manifestation écologiste que j'ai organisée, et je ne cautionne pas leurs méthodes, j'aurai jamais tendance à utiliser ces méthodes-là, mais je comprends qu'au bout d'un moment il y ait une telle colère de ces personnes-là qu'elles ne peuvent pas trouver d'autre manière de l'exprimer que par des solutions radicales qui, a fortiori, engagent de la violence physique face à la police qui finalement est le représentant de l'institution de l'Etat. Donc, je peux le comprendre mais pas forcément toujours le cautionner, mais le comprendre certainement oui ».
Léonie, 19 ans (éco-engagé dans une association).

5.4 « La crise sanitaire justifie une « révolution écologique », plus rapide et plus radicale ».

La moitié des Français.es (53%) est d'accord sur l'idée que « la crise sanitaire justifie une “révolution écologique”, plus rapide et plus radicale ». Le pourcentage est exactement le même pour les 15-24 ans. Seuls 18% de la population sont en désaccord avec cette affirmation.

« La crise sanitaire justifie une « révolution écologique », plus rapide et plus radicale ».



5.5 Résumé – Les déclarations des jeunes laissent entrevoir une « radicalisation » plus importante que chez leurs aînés.

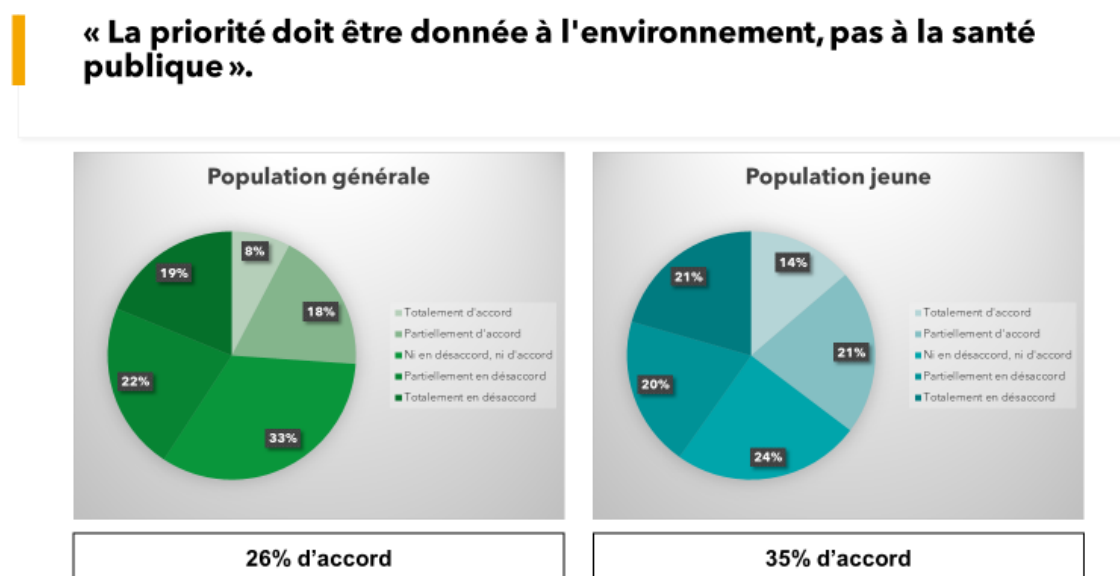
Les résultats de l'étude montrent que les jeunes de 15-24 ans déclarent, plus souvent que l'ensemble de la population française, être prêts à sacrifier leur avenir et celui de leurs proches au nom des enjeux environnementaux. De même, pour ces enjeux, ils sont plus nombreux à justifier le recours à la violence physique et à se déclarer prêts à commettre un délit ou un crime. Par ailleurs, environ 40% de la population française partagent l'idée de mesures fortes émanant des autorités comme l'emprisonnement des dirigeants des entreprises qui polluent la planète. Enfin, les résultats de l'étude montrent que la crise sanitaire ne justifie pas plus souvent chez les jeunes que chez l'ensemble des Français.es l'importance d'accélérer la « révolution écologique ». De manière générale, les déclarations des répondants laissent entrevoir une « radicalisation » plus importante chez les jeunes que chez leurs aînés.

6. LES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX COMME PRIORITÉ

Nous avons interrogé les Français.es sur le niveau de priorité qu'ils attribuent ou qu'ils aimeraient qu'on donne à l'environnement par rapport aux autres domaines de la vie en société comme la santé ou l'économie. De même, nous avons voulu savoir si, à leurs yeux, la crise sanitaire est la preuve qu'il faut prioriser l'environnement et si elle a renforcé leur envie de s'engager pour l'écologie.

6.1 « La priorité doit être donnée à l'environnement, pas à la santé publique ».

Dans le contexte de la crise sanitaire, il nous a semblé important de vérifier si l'environnement était prioritaire pour la population par rapport à la santé publique. Nos résultats montrent que le positionnement des Français.es est majoritairement en faveur de la santé publique puisque 26% seulement de l'ensemble de la population estiment que l'environnement doit être priorisé. En revanche, les jeunes de 15-24 ans se distinguent sur ce point de leurs aînés puisqu'ils se déclarent, avec 9 points de plus (35%) que la population générale, en faveur d'une priorité accordée à l'environnement par rapport à la santé publique.

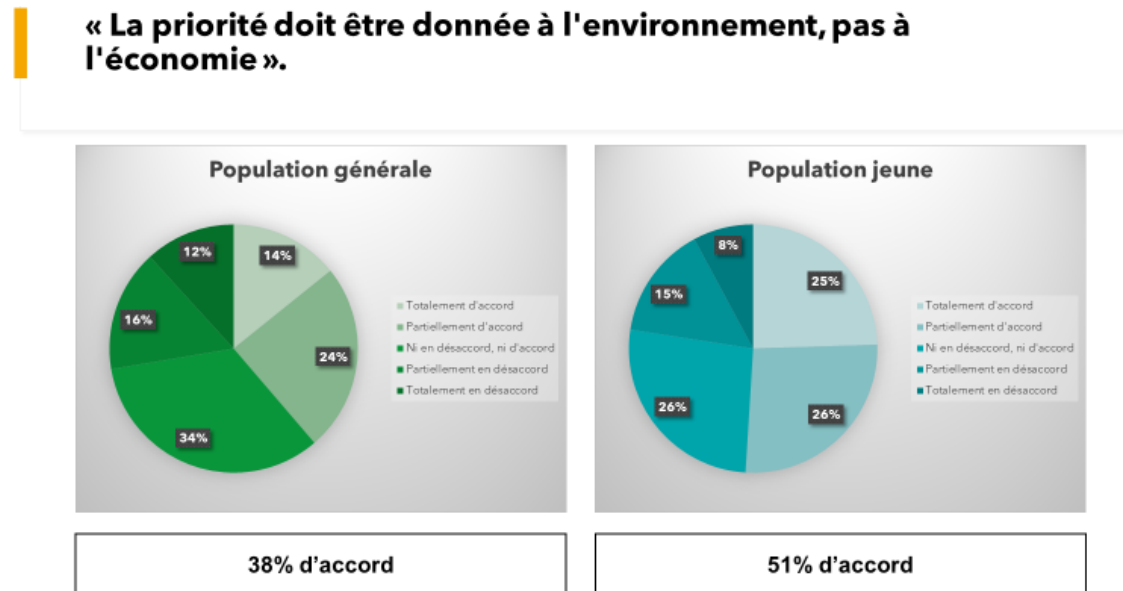


Cette étude confirme des observations déjà faites ailleurs. En effet, à partir de Juillet 2020, le CREDOC a rajouté le volet santé dans son enquête périodique sur les « Conditions de vie et aspirations » des Français.es. Même si la question n'y est pas posée telle qu'elle figure dans notre protocole d'enquête, l'étude permet de voir que la santé figure certes parmi les premières priorités des Français.es mais qu'elle est talonnée par les préoccupations environnementales. Une autre enquête du CREDOC (Octobre 2021, cf. p.7) montre que la santé publique occupe la première place suivie de l'immigration et de l'environnement couplé à la transition écologique qui arrive en troisième place dans le rang des priorités des Français.es.

En Nouvelle-Aquitaine, par contre, seuls 18% de l'ensemble de la population sont d'accord avec cet ordre de priorité. Les jeunes de 15-24 ans, pour leur part, se situent au même niveau que ceux à l'échelle nationale avec 36%.

6.2 « La priorité doit être donnée à l'environnement, pas à l'économie ».

Nous avons aussi demandé aux répondant.es de nous dire s'ils sont d'accord avec l'idée de donner la priorité à l'environnement plutôt qu'à l'économie. Ici la tendance à prioriser l'environnement est plus significative. 38% des Français.es en général sont d'avis que l'environnement doit primer sur l'économie alors que 51% des jeunes de 15-24 ans sont d'accord avec cette même idée.



En Nouvelle-Aquitaine, les répondants se situent en dessous de ces niveaux nationaux de priorités car 34% des Néo-Aquitain.es en général et 44% de la tranche des 15-24 ans sont d'accord que « la priorité doit être donnée à l'environnement, pas à l'économie ».

Dans notre enquête qualitative, lorsque nous avons demandé aux 15-24 ans si « l'environnement est plus important que l'économie », les éco-engagé.es ont répondu majoritairement par l'affirmative. Un petit nombre parmi ces militants.es estime que les deux sont importants mais s'empressent de préciser que cela dépend du type de système économique dont nous parlons (encadré 32). L'environnement est plus important pour eux que la l'économie lorsque nous parlons du modèle actuel, qu'ils qualifient de capitaliste.

Encadré 32

Q : Penses-tu que l'environnement est plus important que l'économie ? Pourquoi ?

R : Oui. [...] Alors là oui, parce que l'économie repose sur le capitalisme, l'économie actuelle repose sur le capitalisme, et le capitalisme est destructeur par rapport à l'environnement, donc oui, ça c'est plus important. Après, l'économie au sens que les gens puissent à nouveau revivre, qu'on puisse faire tourner les hôpitaux, etc., j'aimerais pouvoir dire qu'un monceau d'argent serait idéal [...]. Y a un slogan qui dit : "Fin du mois, fin du monde, même combat". Et ça résume tout en fait. De ce point de vue-là c'est pas plus important, mais je pense qu'il y a moyen de concilier les deux. [...].

Lou, 16 ans, militante Youth for Climate

R : « Est-ce qu'il y a vraiment besoin qu'il y ait une importance entre les deux ? Est-ce qu'on pourrait pas avoir un modèle qui finalement allie économie et écologie ? Avoir un nouveau modèle et qui finalement serait pas comme celui-ci mais où y'en aurait pas forcément un qui prime sur l'autre. [...] Il faut repenser l'économie en prenant en compte l'écologie ».

Claire, 23 ans (éco-engagé dans une association).

Sur l'idée d'une relance de l'économie post-crise sanitaire par une accélération de la transition écologique, les avis divergent même si, très majoritairement, les répondant.es éco-engagé.e.s y sont favorables. Ceux qui ont des doutes s'interrogent surtout sur le contenu de cette transition écologique et sur la nature de cette économie à relancer. S'il faut la relancer sur les bases du même modèle économique d'avant crise sanitaire, les avis défavorables sont, en toute cohérence, largement dominants sauf chez les jeunes qui s'opposent à l'écologie militante et politique (encadré 33). En fait, les jeunes qui doutent, relativisent ou réfutent le changement climatique d'origine anthropique accueillent plus favorablement l'idée de prioriser l'économie. Ils proposent également une transformation du modèle économique en s'inspirant du protectionnisme et du localisme. Nous avons noté, dans les entretiens, que la lecture géopolitique prend une grande importance pour eux en ce sens que ces jeunes estiment que la France n'a pas à sacrifier son économie au profit de l'environnement alors que d'autres puissances économiques concurrentes ne sont pas dans la même logique. Quelques-uns parmi ces jeunes pensent que l'économie et l'environnement ont une égale importance.

Encadré 33

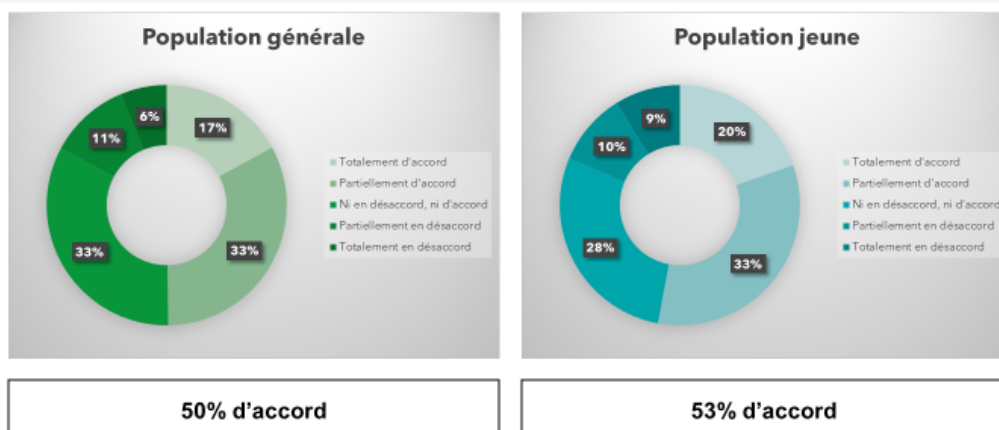
Q : Penses-tu que l'environnement est plus important que l'économie ? Pourquoi ?

R : « Je crois pas non c'est pour la même question c'est la même réponse, non l'économie c'est... c'est ce que je parlais avec les Chinois et les États-Unis, c'est que c'est beaucoup trop important, tu peux pas mettre en pause ton économie pour l'environnement parce que y a des gens justement qui pensent pas comme ça. Et encore une fois l'environnement on a une beaucoup plus grosse marge de manœuvre que l'économie ». Martin, 17 ans (se dit climat sceptique).

6.3 « La crise sanitaire montre que la priorité doit être donnée aux questions environnementales ».

Nos résultats montrent que la crise sanitaire n'aboutit pas forcément à une relégation au second plan des enjeux environnementaux puisque 50% des Français.es et 53% des jeunes de 15-24 ans estiment qu'elle est la preuve que « la priorité doit être donnée aux questions environnementales ».

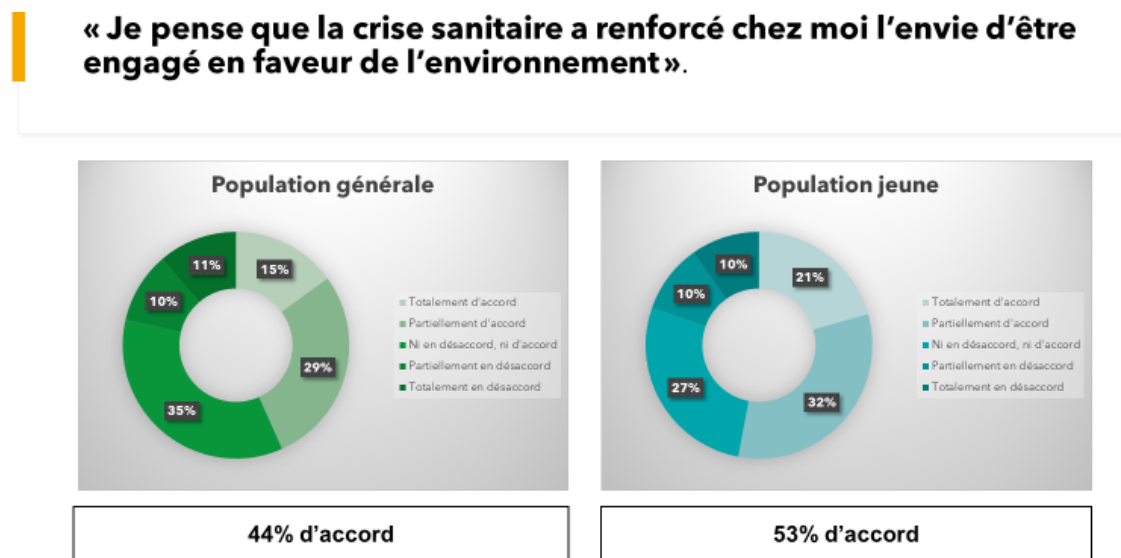
« La crise sanitaire montre que la priorité doit être donnée aux questions environnementales ».



Les proportions sont sensiblement les mêmes qu'en région Nouvelle-Aquitaine où 50% de l'ensemble de la population et 56% des jeunes de 15-24 ans sont d'accord avec cette affirmation. C'est un indice montrant que la moitié de la population française fait le lien entre la crise sanitaire et les problèmes environnementaux. Nous observons d'ailleurs que près d'un tiers de la population et 28% des 15-24 ans ne sont ni d'accord, ni en désaccord avec cette affirmation.

6.4 « Je pense que la crise sanitaire a renforcé chez moi l'envie d'être engagé en faveur de l'environnement ».

44% de l'ensemble de la population française et 53% des jeunes de 15-24 ans disent que la crise sanitaire a renforcé leur envie d'être engagé.es. En Nouvelle-Aquitaine, cela concerne 42% de l'ensemble de la population et 52% des jeunes de 15-24 ans.



Par ailleurs, 51% des Français.es et 55% des jeunes de 15-24 ans déclarent que, depuis la crise sanitaire, ils se sentent « encore plus responsables de l'environnement et de l'avenir de la planète ». Que les jeunes se signalent plus que le reste de la population française sur cette question n'est pas étonnant car, tout au long de l'enquête, ils sont portés, plus souvent que leurs aînés, à renforcer leur engagement en faveur de l'environnement. Plusieurs éco-engagé.es que nous avons interrogé.es dans notre enquête qualitative valident d'ailleurs l'idée que la crise sanitaire leur a donné envie de s'engager davantage. Pour eux, la crise sanitaire a été un moment de prise de conscience supplémentaire des enjeux écologiques. Certains estiment qu'elle a renforcé leurs convictions sur la nécessité d'agir plus fortement dans ce sens (encadré 34). D'autres répondant.es disent avoir vécu des difficultés. Parmi eux, des militants disent avoir traversé des moments de tristesse ou de déprime du fait que la crise sanitaire ait invisibilisé la cause environnementale et qu'elle l'ait reléguée au dernier plan des priorités. Pour certains, l'arrêt de leur dynamique militante par les confinements a fait émerger le sentiment d'être inutiles ou les a détachés un peu de l'écologie pour les rediriger vers un engagement plutôt social¹¹.

¹¹ Rappelons que la plupart des jeunes collégiens/lycéens de Youth For Climate interrogés avaient à peine rejoint la lutte écologique et vivaient leurs premières expériences de mobilisations massives pour le climat.

Encadré 34

Q : Et toi, est-ce que la crise sanitaire t'a donné envie de t'engager davantage en ce sens ?

R : « Oui, la crise sanitaire m'a vraiment ouvert les yeux, et je me dis que si ce risque de pandémie a une possibilité de se reproduire dans les années à venir, à cause du climat, alors il faut agir maintenant pour éviter qu'elle se reproduise. C'est déjà aujourd'hui un désastre, alors il faut agir tout de suite pour pas qu'il y en ait une deuxième qui arrive ».

Leyla, 16 ans (éco-engagé avec Youth for Climate).

R : « Pas davantage dans le sens où j'avais déjà un engagement très fort, mais disons que ça m'a conforté dans mes convictions, se dire qu'en fait ce que je pensais, enfin je vais dans la bonne voie, le discours que je tiens est confirmé par les faits de manière plus en plus forte, et de convaincre aussi d'autres gens, d'agir, plutôt que renforcer simplement moi et m'épuiser parce que je suis qu'un être humain [...] ».

Julien, 24 ans (éco-engagé dans une association).

6.5 Résumé - L'économie n'est plus toujours prioritaire sur l'environnement.

Avant la relance des débats sur le pouvoir d'achat en France, les résultats de l'étude ont montré que les jeunes de 15-24 ans déclarent plus souvent, par rapport à l'ensemble de la population française, que l'environnement peut primer sur la santé et que la crise sanitaire montre qu'il doit être une priorité. De même, comparée à l'économie, la priorité pour l'environnement est plus souvent mentionnée comme étant plus importante chez ces jeunes que chez la population en générale. En revanche, s'ils sont plus nombreux à dire que la crise sanitaire est le signe que l'environnement doit être une priorité, les jeunes Français.es de 15-24 ans déclarent, plus que l'ensemble de la population, que la pandémie a renforcé chez eux l'envie d'être engagés pour défendre l'environnement. En résumé, la crise sanitaire semble avoir renforcé, chez des personnes déjà sensibles, le sentiment de l'urgence d'agir en faveur de l'environnement. Cette tendance est particulièrement visible dans les réponses des 15-24 ans.

CONCLUSIONS GÉNÉRALES

Ce rapport synthétise les résultats du projet de recherche ECOCOV qui avait pour double objectif de vérifier si la crise sanitaire du COVID-19 a favorisé un renforcement des convictions écologiques ou, au contraire, une relégation des enjeux de la transition environnementale et climatique derrière des préoccupations économiques et/ou sanitaires, mais aussi de vérifier s'il y a eu relâchement ou renforcement de l'engagement citoyen en faveur de la transition environnementale et climatique, en pointant les éventuels freins à ce dernier. L'idée était de répondre à ces questions en interrogeant en particulier la place des 15-24 ans. De manière générale, les réponses données aux questions concernant les effets de la crise sanitaires nous amènent à formuler deux remarques :

- La première est qu'une majorité de répondants sont d'accord pour dire que la crise sanitaire a renforcé leur envie d'être plus au contact avec la nature, de ressentir plus souvent ses bienfaits, d'adopter des modes de vie plus écoresponsables, de souhaiter une « révolution écologique plus rapide et plus radicale », de se sentir plus responsables de l'environnement. Pour les différentes affirmations proposées en ce sens, entre 50 et 68 % des répondants se disent être d'accord, alors qu'entre 5 et 23% se déclarent en désaccord. Le reste des répondants adoptent une position plus neutre en se déclarant « ni en accord, ni en désaccord ».
- La seconde remarque est que, par rapport aux effets déclarés de la crise sanitaire sur le rapport aux enjeux environnementaux, les réponses données par les 15-24 ans ne se démarquent presque jamais des réponses données par l'ensemble de la population. Par exemple, 68% des jeunes déclarent qu'ils sont d'accord avec l'affirmation « la crise sanitaire m'incite à adopter un mode de vie encore plus respectueux de l'environnement » ; ce pourcentage est exactement le même pour l'ensemble de la population française. Les pourcentages sont également les mêmes chez les 15-24 ans et leurs aînés lorsque nous leur demandons de se prononcer sur l'affirmation : « La crise sanitaire justifie une “révolution écologique”, plus rapide et plus radicale », avec 53%.

Les seules exceptions concernent l'usage des réseaux sociaux. Les 15-24 ans sont, par exemple, plus souvent d'accord pour dire que depuis la crise sanitaire « les réseaux sociaux jouent un rôle plus important dans la promotion de la défense de l'environnement ». Se déclarant aussi comme des utilisateurs plus assidus pour partager de l'information à ce sujet, les réponses sont donc cohérentes avec les usages déclarés.

Plus généralement, les réponses des jeunes de l'enquête dessinent néanmoins quelques tendances qui les révèlent, non pas comme étant radicalement différents de leurs aînés, mais comme étant plus souvent ferme et intransigeant par rapport aux enjeux environnementaux. Le point de départ est en quelques sortes semblable : l'étude confirme d'abord l'environnement comme préoccupation majeure pour la population française sans distinction d'âge. Le sentiment de devoir agir en faveur de l'environnement est aussi très largement partagé (environ 75%). Mais sitôt qu'il s'agit de déterminer quels sont les principaux obstacles pour répondre à l'urgence de la situation, de se considérer soi-même comme une variable significative de l'équation qui pourrait résoudre la crise environnementale, de se confronter parfois avec difficulté au regard des autres pour faire « avancer la cause » ou encore d'être prêt à « aller plus loin » pour faire changer l'orientation des politiques, alors les jeunes semblent se démarquer de leurs aînés. Ainsi nous repérons quatre tendances particulièrement observables chez les 15-24 ans.

1° L'évidence accrue chez les jeunes que le système économique est le principal ennemi de la lutte pour la défense de l'environnement.

En partant de l'ordre de priorité que les Français.es accordent aux questions environnementales par rapport aux autres domaines de la vie depuis la crise sanitaire, tout se passe comme si nous assistions à une importance accrue accordée aux enjeux environnementaux par rapport aux enjeux économiques. Chez l'ensemble de la population, 38% se prononcent en faveur d'une priorité à donner à l'environnement par rapport à l'économie. Ce 38% est largement inférieur au 51% observé chez 15-24 ans pour le même sujet. Plus précisément, 25% des jeunes se déclarent totalement d'accord avec l'idée que « la priorité devrait être donnée à l'environnement pas à l'économie » et 26% se disent partiellement d'accord avec elle. Notre enquête qualitative a, par ailleurs, bien montré comment les jeunes militant.es insistent sur l'importance de combattre le système capitaliste pour répondre à l'urgence imposée par la situation environnementale. Si les tensions entre capitalisme et environnement ne sont guère nouvelles, notre enquête confirme que, chez les jeunes, la nécessité de remettre en question le fonctionnement du modèle économique dominant semble désormais l'emporter.

2° Des constats partagés au sujet de l'importance à accorder à la défense de l'environnement, mais un sentiment de responsabilité plus fort chez les jeunes.

Les résultats de l'étude semblent indiquer que la crise sanitaire a contribué au renforcement du sentiment de responsabilité exprimé vis-à-vis de l'environnement. 51% de la population française et 55% des jeunes de 15-24 ans sont d'accord avec l'affirmation « *Depuis la crise sanitaire, je me sens encore plus responsable de l'environnement et de l'avenir de la planète* ». De même, 68% des Français.es en général (égalité avec les jeunes de 15-24 ans) sont d'accord avec l'affirmation « *La crise sanitaire m'incite à adopter un mode de vie encore plus respectueux de l'environnement* ». 83% des Français.es en général et 78% des jeunes de 15-24 ans sont d'accord avec l'affirmation « *La crise sanitaire devrait inciter le gouvernement à être plus respectueux de l'environnement* ». L'éducation à l'environnement devrait d'ailleurs être une priorité pour près des $\frac{3}{4}$ des Français.es (74,5% de la population générale ; 72,5% des jeunes de 15-24 ans). Près des $\frac{3}{4}$ de l'ensemble de la population jugent les comportements écoresponsables importants et se sentent « devoir agir ». Les actions concrètes posées par l'État en faveur de l'environnement sont également très attendues par les jeunes et par toute la population.

S'il ne fait aucun doute que la population française partage l'idée de la nécessité d'un effort commun de tous les acteurs de la société, le décalage est flagrant concernant le sentiment de responsabilité que déclarent les 15-24 ans par rapport à l'ensemble de la population. En effet, les jeunes Français.es se distinguent par le fait qu'ils se disent majoritairement « en partie responsable de l'état de la planète » (60% contre 36%) alors qu'on pourrait penser que leur jeune âge les dédouanerait d'un tel sentiment de responsabilité. Comme évoqué précédemment, nous imaginons aisément que l'affirmation a été interprétée différemment par les plus jeunes et les plus âgés qui ont participé à l'enquête : d'une part, les jeunes semblent se sentir responsables de l'avenir de la planète ; d'autre part, les plus âgés semblent se sentir moins responsables des actions posées par le passé et qui auraient pu être dommageables pour son état actuel. Il en résulte plus généralement que si les constats à l'égard des enjeux environnementaux semblent largement partagés (ce que montrent de nombreux résultats n'indiquant pas de différences entre

les 15-24 ans et leurs aînés), la manière de vivre ces constats semble les distinguer significativement¹².

3° L'affirmation de ses opinions au sujet de l'environnement se heurte à de multiples obstacles au quotidien.

Si l'engagement en faveur de la défense de l'environnement semble de plus en plus souvent encouragé en France, notamment par la mise en place de dispositifs d'accompagnement comme le service civique, les résultats de notre enquête laissent percevoir les obstacles auxquels les 15-24 ans sont confrontés. Ils sont toujours plus nombreux proportionnellement à déclarer avoir été victimes de moqueries pour avoir affiché leurs convictions au sujet de l'environnement, plus nombreux à ressentir de la honte ou à vivre des conflits. Ce résultat indique alors que, même si la population se déclare généralement en faveur d'une transition écologique, la norme s'imposant dans certaines situations n'est pas toujours en phase avec la nécessité d'une transformation des représentations et des comportements. En d'autres termes, tout se passe comme si, d'une manière générale, les jeunes étaient encouragés à prendre la parole et à s'engager en faveur de la défense de l'environnement sans jamais être assurés de trouver des alliés et ce, au risque de la confrontation, voire de la stigmatisation, ce que de nombreux jeunes éco-engagés nous ont révélé dans le cadre de l'enquête qualitative.

4° Une tendance plus marquée chez les jeunes à légitimer des actions « radicales ».

Lorsque nous leur demandons de se positionner par rapport à des affirmations comme « Je suis prêt à sacrifier mon avenir personnel et celui de mes proches pour défendre l'environnement », « Je suis prêt à commettre un délit ou un crime pour défendre l'environnement » ou « Le recours à la violence physique est parfois justifié pour défendre l'environnement », les 15-24 ans se déclarent toujours proportionnellement plus souvent d'accord avec celles-ci. 25% des 15-24 ans pensent que la violence physique est parfois justifiée (17% chez l'ensemble de la population). 30% se disent prêts à commettre un délit ou un crime (17% chez l'ensemble de la population). 44% affirment être prêts à sacrifier leur avenir ou celui de leur proche (28% chez l'ensemble de la population). A ces résultats, nous pouvons aisément, en nous appuyant sur le volet qualitatif de notre recherche, associer le sentiment que les politiques ne prennent pas à leurs yeux la pleine mesure de l'urgence qui s'impose et que selon plusieurs répondant.es les gestes individuels ne sauraient à eux seuls renverser la tendance vers la dégradation de l'état de la planète.

A travers les différents résultats obtenus au cours de notre enquête se dessine un contexte propice à la production d'individus se sentant paradoxalement dans l'obligation de répondre à un défi qui les dépasse. D'emblée, l'intransigeance du système économique à l'égard des enjeux environnementaux apparaît en filigrane des réponses données par les répondant.es à l'enquête quantitative et se révèle clairement dans nos entretiens. Ce système économique semble alors condamner l'individu à espérer ou tenter de provoquer des changements significatifs de la part du gouvernement, mais aussi de s'engager personnellement en y engageant son sens des responsabilités. Or, l'expression de ses convictions ne va pas de soi : l'enquête laisse deviner les obstacles auxquels sont confrontés les individus ayant pourtant décidé de « faire leur part ».

¹² Nous détaillons dans un ouvrage les effets de la crise environnementale sur la santé mentale des jeunes. Lachance, J. (2022). *Le paradoxe de l'engagement. Construire son avenir dans un monde qui s'effondre*. Québec/Paris, Presses de l'Université Laval/Hermann.

Se dessine alors un espace conflictuel où les violences subies et déclarées semblent apparaître comme un obstacle à la défense de l'environnement alors que, pour d'autres, le passage à une nouvelle intensité d'action apparaît comme un dernier recours pour continuer d'espérer.

RÉFÉRENCES

- ADEME, Daniel Boy, RCB Conseil 2021, 22ème vague du baromètre "Les représentations sociales du changement climatique", *Rapport*, 54 p.
- Bastide Roger, « SACRIFICE », *Encyclopædia Universalis* [en ligne], consulté le 12 février 2022. URL : <http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/sacrifice/>
- Brunet, Lucas, « #Flygskam : le pouvoir de la honte de prendre l'avion pour gouverner le changement climatique ». *Lien social et Politiques*, « Emotions et politique », n°86, 2021, pp.54-70. DOI <https://doi.org/10.7202/1079492ar>
- Clayton Susan and Opatow Susan, *Identity and the Natural Environment. The Psychological Significance of Nature*. Cambridge, Massachusetts Institute of Technology, 2003.
- Corbin Alain, « La peur des catastrophes naturelles. Stratigraphie et métamorphoses des peurs en Occident ». Dans Birnbaum Jean, *De quoi avons-nous peur ?* Paris, Gallimard, coll. « Folio Essais », 2018, pp.37-46.
- Desbiolles, Alice, L'éco-anxiété. *Vivre sereinement dans un monde abîmé*. Paris, éditions Fayard, 2020.
- Dossier Julien, *Renaissance écologique. 24 chantiers pour le monde de demain*. Paris, Actes Sud, 2019.
- Giraud Claude, *Consentir, adhérer, s'opposer. Contribution à une sociologie de l'engagement*. Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques sociales », 2019.
- Goffman, Erving, *Les rites d'interaction*. Traduit de l'anglais par Alain Kihm, Editions de Minuit et Ervin Goffman, (1974), 2018.
- Gravier Élisabeth, La Branche Stéphane, « Les jeunes en voie de radicalisation écologique ? Critères d'identification et d'identité ». *La pensée écologique*, 2020. [Les jeunes en voie de radicalisation écologique ? Critères d'identification et d'identité. – La pensée écologique \(lapenseeecologique.com\)](https://lapenseeecologique.com). Consulté le 17 mai 2021.
- Guibert Lafaye, Caroline, « Engagement radical, extrême ou violent, Basculement ou "continuation de soi ?" ». 2017. *Sens public*. <http://sens-public.org/articles/1254/>
- Jonas Hans, *Le Principe Responsabilité. Une éthique pour la civilisation technologique*. Traduction de J. Greisch, Éditions du Cerf, Paris, 1990.
- La Branche Stéphane, « Écologie politique des étudiants d'université : vers une radicalisation ? ». *La pensée écologique*, 2019. [« Écologie politique des étudiants d'université : vers une radicalisation ? » – La pensée écologique \(lapenseeecologique.com\)](https://lapenseeecologique.com). Consulté le 17 mai 2021.
- La Branche Stéphane, « L'insoutenable légèreté environnementale de la participation : une problématisation ». *Vertigo-La revue en sciences de l'environnement*, vol 9, n°1, mai 2009, pp.1-9.
- Lachance Jocelyn, « Les interactions sociales comme frein à l'expression de la sensibilité environnementale des jeunes », *Éducation relative à l'environnement* [En ligne], Volume 16 - 2 | 2021, mis en ligne le 14 octobre 2022, consulté le 19 novembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ere/8229> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ere.8229>
- Lachance, Jocelyn, *Le paradoxe de l'engagement. Construire son avenir dans un monde qui s'effondre*. Québec/Paris, Presses de l'Université Laval/Hermann, 2022.
- Marks Elizabeth and Hickman Caroline and Pihkala Panu and Clayton, Susan and Lewandowski, Eric R. and Mayall Elouise E. and Wray Britt and Mellor Catriona and van Susteren, Lise, « Young People's Voices on Climate Anxiety, Government Betrayal and Moral Injury: A Global Phenomenon ». <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.3918955>. Publié le 7 septembre 2021. Consulté le 24/11/2021.
- Morin Émilie, Therriault Geneviève et Bader Barbara, « Le développement du sentiment de pouvoir agir des jeunes face aux changements climatiques à l'école secondaire », *Éducation*

relative à l'environnement [En ligne], Volume 17-1 | 2022, mis en ligne le 27 janvier 2022, consulté le 02 février 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ere/7710>. Consulté le 17 Février 2022.

Pleyers, Geoffrey, « Les jeunes alter-activistes : altermondialisme, indignés et transition écologique » Becquet Valérie (dir.), *Jeunesses engagées*, Paris : Syllepse, 2014, pp. 51-68.

Pleyers, Geoffrey, « Engagement et relation à soi chez les jeunes alteractivistes », Presses de Sciences Po | « Agora débats/jeunesses » 2016/1 N° 72 | pages 107 à 122. [DOI 10.3917/agora.072.0107]

Pelissolo Antoine et Massini Célie, *Les émotions du dérèglement climatique. L'impact des catastrophes écologiques sur notre bien-être et comment y faire face !* Paris, Flammarion, 29 septembre 2021.

Saint-Jean, Karine, *Apprivoiser l'écoanxiété et faire de ses écoémotions un moteur du changement*. Québec, éditions de l'Homme, 2020.

Sommier, Isabelle, « Engagement radical, désengagement et déradicalisation. Continuum et lignes de fracture ». *Lien social et Politiques*, (68), 2012, pp. 15-35. <https://doi.org/10.7202/1014803ar>

Teaghan L. Hogg and al., « The Hogg Eco-Anxiety Scale : Development and Validation of a Multidimensional Scale » in *Global Environmental Change*, Volume 71, November 2021.

Wallace-Wells David, *Terre inhabitable. Vivre avec 4° de plus*. Trad. Cécile Leclère, Paris, éditions Robert Laffont, 2019.

Liens utiles

[ECOCOV - TRansitions Energétiques et Environnementales - Université de Pau et des Pays de l'Adour \(UPPA\) \(univ-pau.fr\)](#). Consulté plusieurs fois depuis 2021.

[ECO – Ecologique et participatif \(ecocov.fr\)](#). Site de diffusion des résultats de la recherche (en cours).

[Néo terra, la feuille de route de la transition environnementale et climatique | La région Nouvelle-Aquitaine](#). Consulté plusieurs fois depuis 2021.

[Sensibilité à l'environnement, action publique et fiscalité environnementale: l'opinion des Français en 2021 \(credoc.fr\)](#). Consulté en Octobre 2021.

[Environnement : comment manifester et militer en pleine épidémie de Covid-19 ? - Terrafemina](#), par Clément Arbrun. Publié le 22 avril 2020. Consulté le 11 mars 2022.